

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1909, à 2 heures 1/2

PAR

FONTAN

Président : M. CAUWÈS, professeur

Suffragants { *MM. LARNAUDE, professeur*
AMBROISE COLIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1909, à 2 heures 1/2

PAR

FONTAN

Président : M. CAUWÈS, professeur

Suffragants { *MM. LARNAUDE, professeur*
AMBROISE COLIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVÉ

15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Protection des intérêts économiques de la femme mariée

INTRODUCTION

Il n'est pas contestable que l'une des caractéristiques du mouvement économique et social contemporain est la tendance de plus en plus nette vers l'égalité juridique de l'homme et de la femme. Un véritable progrès a été accompli à cet égard ; la condition de la femme a suivi une marche ascendante ; l'esclave des temps primitifs est devenue presque l'égale de l'homme, particulièrement au point de vue du droit privé.

Mais, dès que la femme vient à contracter mariage, son infériorité apparaît ; elle devient incapable de passer les actes qu'elle pouvait accomplir la veille en pleine liberté. Donc, de la capacité civile à peu

près complète, elle passe à une sorte de condition inférieure ; le mariage vient paralyser ses droits et elle tombe sous le coup de l'ensemble des prohibitions qui forment l'incapacité légale de la femme mariée ; de plus, à l'incapacité légale vient s'ajouter une seconde limitation des droits de la femme mariée, qui résulte le plus souvent du régime matrimonial adopté par les époux.

En effet, dans la plupart des cas, que le régime adopté soit la communauté légale, la communauté réduite aux acquêts ou le régime sans communauté, le mari, possédant l'administration et la jouissance des biens de la femme, avait, sous l'empire du Code civil de 1804, seule qualité pour toucher les salaires de sa femme et aussi pour en disposer ; l'épouse était réduite, au cas d'abus commis par le mari, à intenter contre lui la procédure de la séparation de biens, procédure dont la longueur et les frais étaient bien souvent de nature à arrêter l'action de la femme. La même situation peut se présenter sous le régime dotal, au cas où la femme s'est constitué en dot ses biens à venir. Les gains personnels de la femme, étant alors dotaux, deviennent l'objet des pouvoirs fort étendus du mari quant à l'administration et à la jouissance.

La femme ne jouissait, sous le Code civil de 1804, d'une situation meilleure quant à ses intérêts économiques que dans deux hypothèses, d'ailleurs assez peu

fréquentes dans la pratique : a) union contractée sous le régime de la séparation de biens ; b) régime dotal avec la limitation de la constitution de dot aux biens présents ; de sorte que les gains et salaires de la femme deviennent des paraphernaux.

Cette condition faite à la femme mariée pouvait correspondre à l'état social d'autrefois et aux mœurs qui régnaient encore au moment de la rédaction du Code civil, mais elle se trouvait en contradiction choquante avec la transformation apportée par le xix^e siècle à la vie économique et sociale de la femme. Jadis, le mari était à peu près le seul agent de production ; à lui seul incombait la charge de pourvoir à la subsistance de la famille, tandis que la femme restait au foyer et se consacrait presque exclusivement aux soins du ménage, gardant « l'hostel, le feu et les enfants », suivant les expressions de la très ancienne Coutume de Bretagne (art. 313). Il n'y avait rien à dire contre une semblable organisation ; la culture de la terre était la principale source de la production sous l'ancien régime ; or, il est évident que, dans ce genre de travail, la femme est incapable d'apporter une collaboration utile à son mari ; le seul rôle susceptible de lui être dévolu est celui d'économe de la maison. La situation ne variait guère pour les femmes qui habitaient la ville. Le travail industriel leur était en quelque sorte impossible, puisque les règlements des corporations leur

interdisaient l'accès des ateliers. Turgot invoquait même comme l'un des motifs de la suppression des jurandes et des maîtrises l'inégalité que ces institutions arbitraires établissaient au détriment du sexe faible. Les professions libérales n'étaient pas plus accessibles aux femmes. L'enseignement était l'apanage des congrégations religieuses ; à part d'illustres exceptions, peu de femmes se livraient au culte des belles-lettres ; enfin, la femme médecin ou avocate était complètement inconnue.

La condition sociale de la femme n'avait guère changé en 1804 : « L'homme et la femme, disait alors Portalis, ne peuvent pas partager les mêmes travaux, supporter les mêmes fatigues ni se livrer aux mêmes occupations ; ce ne sont pas les lois, c'est la nature même qui a fait le lot de chacun des deux sexes (1). » Mais les faits économiques qui se sont succédé au cours du XVIII^e siècle ont donné un éclatant démenti aux assertions de Portalis ; la grande industrie, inconnue lors du Code civil, a fait son apparition et elle a peu à peu remplacé le petit atelier de famille par la grande usine, transformé l'artisan libre et indépendant d'autrefois en un salarié au service d'une puissante société. Dès lors, le rôle économique de la femme dans le ménage s'est modifié, jadis le mari

1. « *Exposé des motifs du Code civil.* » Locré, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. IV.

travaillait seul ; le produit de son travail suffisait à l'alimentation du ménage ; la femme restait la gardienne du foyer domestique. Mais, avec l'essor de la grande industrie, le machinisme a rendu inutile la force musculaire et permis aux industriels de recourir plus souvent aux femmes, dont l'activité fournit la même quantité de travail que celle de l'homme sans exiger un salaire aussi élevé. Par contre, la grande usine a nui à la femme, en fabriquant à prix réduits certaines marchandises que, jadis, la femme confectionnait seule, en filant le lin ou en tissant la toile. Par suite, les femmes ont dû chercher de plus en plus à s'employer au dehors pour subvenir aux dépenses de la maison rendues plus lourdes par la hausse des prix des loyers et de certaines denrées alimentaires ; elles se sont dirigées aussi vers le commerce, les professions libérales et même les fonctions de l'Etat.

Parmi les femmes qui gagnent leur vie ou qui s'efforcent de procurer des ressources à la communauté, nombreuses sont celles qui ont cherché dans l'exercice d'un commerce un gagne-pain honorable : il suffit de songer à toutes celles qui sont employées comme caissières, vendeuses, gérantes dans les grands magasins. Puis l'instruction de la femme s'étant développée elle n'a pas hésité à aborder les carrières libérales : la femme médecin peut, depuis les arrêtés du Préfet de la Seine des 17 janvier 1882

et 31 juillet 1885, prendre part aux concours de l'internat et de l'externat des hôpitaux (1). Depuis la loi du 30 juin 1900, la femme a le droit de plaider comme avocat. Enfin l'Etat n'hésite pas à appeler les femmes en grand nombre dans ses administrations (enseignement, postes et télégraphes, etc.). Les travaux intellectuels et artistiques eux-mêmes sont aujourd'hui plus accessibles aux femmes ; la loi du 14 juillet 1886 prévoit le cas où une femme possède des droits d'auteur et lui accorde la même protection qu'à son conjoint.

Finalement, moins d'un siècle après la promulgation du Code, on s'est trouvé en présence des résultats suivants : « A côté de 11.612.072 hommes, 6.672.506 femmes, dont le travail rapporte annuellement en salaires, gages et traitements, la somme de 3.120.000.000 de francs (2). »

C'est donc en face d'une situation nouvelle que se trouve le législateur contemporain. La femme ne se borne plus à collaborer à la vie économique du ménage par sa gestion ; elle est devenue un important agent de production ; elle ne limite plus son rôle à celui de gardienne du foyer ; elle y apporte,

1. Turgeon. *Le féminisme français*, 2^e édit., 1906, Paris, 2 vol., pp. 425, 463, t. I.

2. Louis Frank. *Les salaires de la famille ouvrière*, Bruxelles, 1896, p. 12.

comme son mari, par le travail, une notable part du pécule domestique. Il s'agissait dès lors de savoir s'il convenait de laisser exclusivement au mari l'administration et la disposition des gains réalisés par sa femme. Or, il devenait de toute nécessité que les bénéfices, les ressources régulières procurées par la femme ne fussent pas détournées de leur destination essentielle, savoir l'entretien de la famille. Il va de soi que, si la femme mariée travaille, ce n'est point pour satisfaire une fantaisie personnelle ; il s'agit pour elle de compenser l'insuffisance des salaires du mari et de parvenir à équilibrer le budget domestique. Tout législateur soucieux des intérêts de la famille, surtout de la famille ouvrière, doit donc se préoccuper de réglementer les pouvoirs respectifs de l'homme et de la femme, de telle manière que les gains de l'épouse ne soient pas détournés de leur but, l'amélioration de la condition du ménage. Or, tandis que les nations voisines avaient plus ou moins modifié leur régime matrimonial pour garantir la femme contre les dilapidations du mari, en France, au contraire, sauf quelques exceptions de date récente, les intérêts économiques de la femme n'étaient pas suffisamment protégés ; les produits de son travail n'étaient nullement à l'abri des abus d'autorité du mari.

Voici quel était, en effet, le système du Code civil :

1^o Sous le régime légal, les bénéfices réalisés par la

femme entraient dans la masse commune, en vertu de l'article 1401 du Code civil d'après lequel tombent dans la communauté tout le mobilier que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage et celui qui leur échoit pendant l'union conjugale. Or, les produits du travail se présentent normalement sous forme d'argent ; comme tels, ils entrent dans la communauté. Sur cette communauté, le mari possède plein pouvoir durant son cours ; ceux de la femme ne commencent guère qu'à la dissolution. L'article 1421 est en effet formel : « Le mari administre seul les biens de la communauté ; il peut les vendre, aliéner, hypothéquer sans le concours de la femme. » Incontestablement, ce pouvoir absolu n'est pas illimité, et l'article 1422 interdit au mari de disposer entre vifs à titre gratuit des immeubles communs, de l'universalité ou d'une quotité du mobilier commun. En outre, la jurisprudence et les auteurs se prononcent dans le sens de la nullité des actes accomplis par le mari en fraude des droits de la femme (1). Mais il est bien difficile à la femme de démontrer le caractère frauduleux d'un acte accompli par le mari.

Ainsi la femme ne pouvait, d'après le Code civil, disposer des produits de son travail, et les mesures

1. Baudry-Lacantinerie, Lecourtois et Surville. *Traité du contrat de mariage*, t. I, 3^e éd., 1906, n° 650 et les autorités citées.

préventives destinées à empêcher les abus du mari ne constituaient qu'une protection illusoire.

Quant aux pouvoirs de la femme sur les biens communs, ils sont des plus minimes ; d'après l'article 1427, elle ne peut engager les biens de la communauté, même avec l'autorisation de justice, sauf pour tirer son mari de prison ou pour établir ses enfants en cas d'absence de l'époux. La seule faculté vraiment utile que la femme possède depuis 1804 est celle d'obliger les biens communs pour les dépenses quotidiennes du ménage, en vertu de la théorie du mandat tacite, implicitement admise par l'article 1420. Il y a là une série d'actes usuels, supposés par l'entretien du ménage, pour lesquels il est impossible d'exiger, au préalable, une procuration du mari ; or, comme il n'est pas juridique de dire que, dans ces hypothèses, la femme agit sans le consentement de son époux, il est préférable d'expliquer ce rôle de maîtresse de maison par l'idée d'un mandat tacite émanant du mari.

Mais, abstraction faite de cette théorie du mandat tacite, les produits du travail de la femme demeuraient absolument sous la maîtrise du mari avant 1907 ; il appartenait à lui seul de les toucher et d'en donner quittance ; la femme ne pouvait en encaisser le montant qu'avec une tolérance du mari ; bien plus, le mari pouvait abandonner sa femme et ses enfants, négliger de leur fournir les aliments nécessaires à l'exis-

tence et ne faire au logis conjugal que les apparitions nécessaires pour mettre la main sur les salaires de l'épouse ; ces actes exorbitants lui étaient permis en raison de sa qualité de chef de la communauté. Quant à la femme, elle ne pouvait dépenser ses gains que dans l'intérêt du ménage et à la condition que le mari n'eût pas révoqué le mandat qu'il lui avait tacitement conféré. Telle était la loi sous laquelle vivaient la plupart des familles françaises dont l'union n'avait pas été précédée d'un contrat ; or, une statistique, dressée par l'administration de l'Enregistrement, en 1898, révèle que sur 287.179 mariages, 82.346 seulement avaient été précédés d'un contrat (1).

La condition faite à la femme mariée en communauté légale par le Code civil de 1804 la plaçait donc dans une situation des plus précaires ; elle se trouvait à la merci de son mari, qui pouvait très facilement gaspiller des salaires péniblement gagnés par sa compagne ; c'était la conséquence des principes présidant à la composition de la communauté, dans laquelle doivent tomber tous les produits du travail des deux époux, toutes les rémunérations correspondant à l'exercice d'une activité, et aussi à l'administration de cette masse commune.

1. *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*, 1899, p. 141.

Pour contrebalancer les pouvoirs exorbitants du mari, la femme disposait, sans doute, de certaines compensations : elle pouvait, d'abord, rappeler au mari que celui-ci est tenu de la secourir et de pourvoir à son entretien (art. 212), et s'adresser au besoin à la justice pour obtenir l'exécution de cette obligation. Mais l'ouvrier qui gagne un très faible salaire et qui ne possède guère de biens apparents, n'a nullement à redouter la saisie des modestes objets qui meublent son logement (art. 592 du Code de proc. civ.). Peu lui importe la menace d'une saisie-arrêt de son salaire ; il s'arrangera facilement pour en dissimuler le montant. Par contre, il possède dans sa plénitude le pouvoir de saisir les produits du travail de sa femme, et ses créanciers jouissent du même avantage, sans qu'il y ait à s'attacher au motif de la dette, si bien qu'un cabaretier pourra former saisie-arrêt sur les salaires de la femme, à raison de dettes contractées par le mari dans son établissement. Il y avait donc défaut d'équilibre entre les conditions de chacun, sans que les mesures prises par le Code civil pour protéger la femme constituassent un remède bien efficace. Tout cet appareil de garanties ne fonctionne, en effet, avec succès, qu'au profit d'une classe d'épouses privilégiées de la fortune : celles qui possèdent des biens propres.

Il suffit, pour s'en convaincre, de songer au sys-

tème des prélèvements et des récompenses, dont le mécanisme aboutit à la reconstitution des biens propres, à la renonciation à la communauté, au bénéfice d'émolument, à l'hypothèque légale, institutions qui, toutes, supposent un mari possédant un patrimoine immobilier, et une femme jouissant d'un patrimoine à sauvegarder. Mais de quelle ressource sera cette protection pour la femme qui a épousé un ouvrier ou un artisan ? N'ayant pas de biens personnels, ne pouvant revendiquer les économies qu'elle a apportées en mariage, puisque la loi les attribuait à la communauté, elle n'avait pas de créance à invoquer contre son mari, pas de reprise dont l'hypothèque légale puisse assurer l'exercice. D'ailleurs, dans les classes humbles, quels sont les maris qui sont propriétaires d'immeubles ?

A la rigueur, la séparation de biens semble, de prime abord, une ressource meilleure ; la jurisprudence avait, en effet, depuis longtemps reconnu que l'article 1443, relatif aux causes de séparation de biens, doit être largement interprété, et, par une conception extensive de la dot, elle admettait que l'activité de la femme laborieuse pouvait être considérée comme telle, d'où la faculté pour celle-ci d'agir en séparation de biens si la dissipation du mari menaçait les produits de l'industrie de son épouse (Paris, 2 juillet 1878. S. 78. 2. 199 ; D. 79. 2. 107). En réalité, cependant, la femme pauvre est loin

d'être protégée comme l'épouse de condition aisée par la séparation de biens contre un mari dissipateur. Dans les ménages peu fortunés, la femme hésite à recourir à une procédure dont les débats s'annoncent interminables et l'issue douteuse. Même en recourant à l'assistance judiciaire, la femme subira une perte du fait des démarches qu'elle aura dû tenter : « Est-ce l'assistance judiciaire qui compensera les dérangements, les journées perdues, les interruptions de travail, quand elle est forcée de se livrer à un labeur assidu, pour subvenir à son entretien et à celui de ses enfants ? Enfin, n'est-ce pas anéantir à jamais la paix du ménage, n'est-ce pas, pour la femme, se faire un ennemi irréconciliable de son mari, qui, peut-être, ne faisait que subir un oubli momentané de ses devoirs et céder à un entraînement passager (1) ?

Mais ne reste-t-il pas au moins à la femme la faculté de passer un contrat ? Assurément, mais combien peu en usent dans la pratique ! La forme notariée exigée par l'article 1394 pour la validité du contrat de mariage suffit à le rendre impraticable pour les femmes ouvrières, car les frais relativement fort élevés, constituent une lourde charge pour leur budget ; ce sont les époux aisés qui, seuls, peuvent

1. Leduc. *La femme devant le Parlement*. Thèse de Paris, 1898, p. 109.

recourir au contrat de mariage, pour corriger par des clauses appropriées l'infériorité de la femme dans le ménage. La statistique précitée dressée par l'Administration de l'Enregistrement démontre qu'à Paris la proportion des époux qui passent un contrat est beaucoup plus importante dans les quartiers riches (28,5 0/0) que dans les quartiers pauvres (6 0/0) (1). Il appartient donc au législateur de protéger directement la femme mariée par une réglementation plus soucieuse de ses intérêts économiques. Au surplus, même quand les époux passent un contrat, les gains de la femme ne jouissent pas d'une protection sensiblement meilleure ; il en est ainsi certainement pour le cas où le régime adopté serait la communauté universelle ; les salaires tombent dans cette communauté et le mari dispose sur eux du même droit que sous le régime légal ; la même observation s'appliquerait à la communauté réduite aux acquêts, car les salaires constituent des acquêts par excellence et forment la masse la plus importante des biens communs. La femme ne trouve pas une protection meilleure dans le régime d'exclusion de communauté, car, si chacun conserve la propriété de ses biens propres, l'administration et la jouissance de ceux de la femme passent au mari. Et, comme la jurisprudence admet que les gains de la femme doi-

1. *Bull. de stat. et de lég. comp.*, février 1899, p. 141.

vent être assimilés aux fruits et intérêts des autres valeurs et non à des capitaux, il en résulte qu'ils sont attribués au mari par l'article 1530 (1). Au cas de régime dotal, si une société d'acquêts lui est jointe, les produits du travail de la femme dépendent de cette société et leur condition est la même que sous les régimes de l'union des biens. Si le régime dotal pur et simple a été stipulé et que la dot soit limitée aux biens présents, elle ne comprend pas les produits du travail de la femme pendant le mariage (2). Si la constitution de dot porte sur les biens à venir, c'est-à-dire sur les biens de toute nature qui peuvent advenir à la femme pendant toute la durée du mariage, la jurisprudence considère les gains réalisés par la femme dans l'exercice d'une profession comme formant des biens dotaux ; la femme en conserve la propriété, la jouissance allant au mari (3). Mais la grande majorité de la doctrine protestait déjà avant 1907 contre cette solution ; il lui semblait que les produits du travail de la femme devaient en toute hypothèse être assimilés à des paraphernaux, et il s'était même rencontré un arrêt assez favorable à

1. Paris, 18 mai 1877. D. 80. 2. 63.

2. Pichon. « *Du libre salaire de la femme mariée, et de la contribution des époux aux charges du ménage.* » *Revue critique*, 1908, p. 17.

3. Baudry, Lecourtois et Surville, t. III, n° 1570 ; Cass., 1^{er} février 1884, D. 84. 1. 325 ; S. 86. 1. 25.

cette manière de voir : la Cour de Grenoble, le 8 avril 1903 (D. 05. 2. 41) avait déclaré que la femme dotale avait la libre disposition des sommes déposées par elle à la caisse d'épargne au moyen d'économies réalisées par ses salaires ; mais ce n'était point là l'opinion unanime. Enfin, sous le régime de la séparation de biens, la femme était assurément mieux protégée ; elle conservait déjà avant 1907 non seulement la propriété, mais encore la jouissance et l'administration de ses salaires : cela toutefois, sous la condition de contribuer aux charges du ménage, suivant une proportion fixée par le contrat et, à défaut, par la loi, au tiers de ses revenus, et le mari, demeurant le chef de l'association conjugale malgré le régime adopté, avait le droit d'exiger le versement de cette somme entre ses mains (1).

Sous le régime du Code civil, une situation un peu meilleure était faite à la femme commerçante seule ; en effet, une fois autorisée par le mari à faire le commerce, elle était réputée non mariée pour les faits relatifs à ce commerce et, dès lors, maîtresse d'accomplir tous les actes d'administration ou même de disposition nécessités par son entreprise ; d'où la possibilité, pour la femme, d'affecter ses bénéfices à élargir le cercle de ses affaires. Mais pour le surplus

1. Douai, 19 janvier 1897, D. 97. 2. 191.

de ses gains, pour ceux qui n'étaient pas consacrés à l'alimentation de son commerce, le droit commun reprenait son empire ; ils retombaient, par exemple, sous la maîtrise du mari, au cas de communauté.

Tel était, dans son ensemble, le système peu satisfaisant du Code civil, et la conclusion qui se dégage de cet exposé est que la protection des intérêts économiques de la femme était absolument insuffisante. Le Code ne réservait à la femme laborieuse qu'un rôle des plus effacés dans la direction du ménage. La protection dont il l'avait entourée pour éviter les abus et l'omnipotence du mari ne pouvait profiter qu'à l'épouse de condition aisée ; enfin, le principe de la liberté des conventions matrimoniales, avec les remèdes qu'il était susceptible d'apporter à cette situation, demeurait lettre morte, les frais nécessités par la rédaction d'un contrat éloignant la femme ouvrière de la confection de cet acte ; en définitive, dans les classes déshéritées, les épouses se trouvaient livrées sans merci aux abus du mari. Aussi l'opinion publique était-elle depuis longtemps favorable à une réforme. Et de vives critiques avaient été dirigées contre un régime matrimonial qui n'accordait à l'épouse qu'une place aussi effacée dans le ménage ; il paraissait difficile de contester que les deux époux fussent égaux devant la loi commune du travail, qui permet seule d'assurer la prospérité de l'union conjugale ; l'idée d'une suprématie du mari légitimant

la confiscation des biens et salaires de la femme se présentait comme un véritable anachronisme en contradiction avec l'évolution des mœurs et avec la protection qui est due à la femme la plus méritante de toutes, celle qui sait concilier les occupations et le labeur quotidien avec les soins du ménage.

On doit reconnaître, d'ailleurs, que l'opinion désireuse de supprimer l'inégalité entre les conjoints avait été défendue depuis une époque déjà lointaine. Sous la Révolution, le projet de code civil préparé par Cambacérès, conformément au décret de la Convention du 25 juin 1783, stipulait (art. 11 et 12) que « les époux ont et exercent un droit égal pour l'administration de leurs biens » (1). Les écrits des économistes de la première moitié du XIX^e siècle contiennent l'affirmation que la femme a, comme l'homme, le droit absolu de gagner sa vie par le travail (2). Le grand philosophe Stuart Mill était un adversaire du principe de la prépondérance du mari dans la gestion pécuniaire de l'association conjugale : « Je crois, dit-il, que les relations sociales des deux sexes qui subordonnent un sexe à l'autre au nom de la loi sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui un des principaux obstacles qui

1. Fenet. *Travaux préparatoires du Code civil*, t. I, p. 17.

2. Cf. Pierre Leroux. *Encyclopédie nouvelle*, chap. XIX. — Pecqueur, *La république de Dieu*, p. 194 et 195.

s'opposent au progrès de l'humanité ; je crois qu'elles doivent faire place à une égalité parfaite, sans privilège ni pouvoir pour un sexe comme sans incapacité pour l'autre. Il n'est pas vrai que, dans toutes les associations volontaires de deux personnes, l'une d'elles doive être maîtresse absolue, encore moins appartient-il à la loi de déterminer laquelle le sera. Après le mariage, la forme d'association pécuniaire qui se voit le plus souvent, c'est la société. On ne juge pas nécessaire de régler que dans toute société un des associés aura toute la direction des affaires et que tous les autres seront tenus d'obéir à ses ordres (1). »

Sous la troisième République se sont formées des associations qui ont imprimé un nouvel essor au mouvement féministe ; citons la *Ligue pour le droit des femmes*, créée sous l'initiative de Maria Deraismes ; l'*Avant-Courrière*, fondée en 1892 et qui a lutté immédiatement en vue de conquérir pour la femme le droit à la libre disposition de ses salaires (2). Mais l'un des auteurs qui ont pris en mains avec le plus d'ardeur la cause féministe est M. Legouvé ; il condamne les pouvoirs trop absolus que le Code civil reconnaît au mari et il estime que la femme est capable de se charger de la gestion de

1. *L'assujettissement des femmes*, trad. Cazelles, 1867.

2. Cf. Turgeon, *op. cit.*, t. I, p. 53 et suiv.

son patrimoine personnel (1). Des idées analogues ont été développées par M. Laurent (2). Il estime que la communauté doit être administrée par les deux époux conjointement, sinon le bon fonctionnement de l'assemblée conjugale serait compromis. On voit donc que la loi du 13 juillet 1907 n'est que le résultat d'un mouvement doctrinal qui avait commencé depuis longtemps.

Elle est en même temps la dernière étape d'une évolution jurisprudentielle et législative soucieuse d'améliorer les droits de la femme mariée.

1. *Histoire morale des femmes*, liv. III, chap. II.

2. *Avant-projet de révision du Code civil*, Bruxelles, 1882-1885, t. V.

PREMIÈRE PARTIE

La protection des intérêts économiques de la femme mariée en France avant la loi du 13 juillet 1907.

Depuis 1804, la rigueur des textes du Code civil avait fléchi devant une interprétation libérale de la jurisprudence et aussi devant des réformes législatives partielles.

I. — En attendant qu'une réforme vint du législateur, la jurisprudence, en matière de communauté, s'efforçait d'assouplir les textes du Code civil et de les plier à des applications plus conformes aux véritables intérêts économiques de la femme. Il est clair, en effet, qu'une législation, si parfaite soit-elle, ne peut se figer dans une perpétuelle immobilité. Cette observation est encore plus juste pour les règles qui, bonnes pour l'époque à laquelle elles ont été rédigées, n'ont pas tardé à perdre leurs qualités par suite d'une transformation économique ou sociale. Si populaire que soit un code, il est impossible qu'il conserve la même autorité le jour où celle-ci

se trouve en contradiction avec les besoins de la vie. A la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e siècle, la jurisprudence, s'inspirant de ces idées, avait largement développé la théorie du mandat tacite, et, en même temps, réprimé les fraudes commises par le mari au détriment de sa femme dans l'administration de la communauté.

1^o La *jurisprudence* était arrivée à assurer à la femme un certain rôle dans l'administration de la communauté ; le concours des femmes à certains actes du mari était devenu indispensable, par suite de l'existence de l'hypothèque légale. Cette hypothèque, qui est essentiellement destinée à garantir à la femme la restitution de ses reprises, devenait entre les mains de l'épouse un instrument de collaboration, puisque les maris ne peuvent aliéner les immeubles de la communauté ou leurs immeubles propres sans le concours de la femme, concours nécessaire en vue de consentir une cession ou une renonciation au bénéfice de l'hypothèque légale. De même, si le mari a besoin d'argent et qu'il désire engager les immeubles de la communauté ou ses immeubles propres, le prêt ne pourra être réalisé si l'épouse ne renonce à son rang privilégié au profit du créancier. L'hypothèque légale contribuait donc à rétablir entre les époux l'inégalité que le Code civil avait paru proscrire de la communauté ; seulement il ne faut pas oublier que l'hypothèque

légale est d'un emploi peu fréquent dans les classes ouvrières, les maris ne possédant pas d'immeubles.

Mais toutes les femmes mariées, les pauvres comme les riches, pouvaient au moins se prévaloir de l'idée de mandat tacite acceptée et développée par la jurisprudence de la fin du ^{xix}^e siècle. Les règles inscrites dans les articles 1421 et suivants du Code civil devraient, si elles étaient interprétées à la lettre, rendre impossibles les opérations les plus simples et les plus usuelles accomplies tous les jours par la femme dans l'intérêt du ménage. Si ces textes étaient appliqués avec une stricte rigueur, les fournisseurs du ménage seraient fondés à refuser de traiter avec la femme, lorsque celle-ci ne justifie pas d'une habilitation régulière, même pour les opérations les moins importantes. Aussi, depuis longtemps, les tribunaux ont-ils coupé court à toutes les difficultés, en recourant à la théorie de la représentation. Le mari peut être obligé de deux manières, soit par son fait, soit par le fait de sa femme, agissant dans les limites des attributions qui la concernent. Or, rien de plus naturel que de considérer la femme comme investie d'un mandat tacite pour toutes les dépenses nécessitées par l'entretien du ménage ; elle oblige donc par là la communauté. Par la suite, la jurisprudence a augmenté l'indépendance de la femme en transformant en un pouvoir propre un droit qu'à l'origine elle tenait d'un

pouvoir délégué ; les tribunaux ont présumé « que le mari lui-même, dès le jour du mariage, a conféré à l'épouse et pour toute la durée de l'union conjugale, tant qu'il ne manifeste pas une volonté contraire, la liberté de l'obliger (1) ». La jurisprudence devait fatalement arriver à cette conception, car c'est un singulier mandat que celui par lequel elle expliquait l'initiative de la femme ; en effet, contrairement à l'article 2004, portant que le mandant peut révoquer, quand bon lui semble, sa procuration, il était presque impossible au mari d'user de ce droit de révocation ; les tribunaux considèrent comme inopérante la notification faite, par la voie de la presse, du refus par le mari de payer désormais les dettes contractées par son épouse, et ils ont toujours accueilli favorablement les objections des fournisseurs qui prétendent avoir traité avec la femme dans l'ignorance de la révocation de ses pouvoirs. Il n'y a donc rien d'exagéré à dire que la femme agit en vertu d'un pouvoir propre pour les dépenses d'entretien du ménage.

C'est en réalité, ce pouvoir propre qui explique la survivance, imaginée par la jurisprudence, d'un mandat tacite après une séparation de fait entre les époux. Voici que la vie commune a cessé entre eux ;

1. Aftalion. *La femme mariée, ses droits, ses intérêts pécuniaires*. Paris, 1899, p. 106.

chacun a une habitation séparée, et cependant la jurisprudence invoquant ici l'article 212 et l'obligation alimentaire, décide que la femme représente encore son mari et que la communauté demeure tenue du paiement des fournitures nécessaires à son entretien. « L'idée du mandat est ainsi gravement altérée ; la liberté de la femme n'a plus seulement sa source dans la volonté du mari au cours du mariage, dans le consentement de ce dernier à ce qu'elle gouverne le ménage. L'épouse reçoit un mandat d'ordre tout particulier, tout différent de celui que le mari pourrait accorder à une servante, à une parente, à toute personne à qui il confierait l'administration de sa maison domestique, mandat qui persisterait seulement tant que durerait l'autorisation du mari. Provenant du mariage, le mandat de la femme est attaché à sa qualité d'épouse, il est légal en quelque sorte, il ressemble au mandat que le mari est, d'après la loi, supposé tenir de sa femme pour administrer les biens communs. De même que le mari est de droit chef de la communauté, la femme est de droit l'ordonnatrice du ménage et comme telle capable d'obliger le mari et la communauté. Son mandat est en réalité un mandat personnel (1). »

La jurisprudence accorde ainsi à la femme une prérogative qui rappelle d'assez près la *schlusselge-*

1. Aftalion, *op. cit.*, p. 105.

walt du droit allemand, pouvoir en vertu duquel la femme est chargée et même tenue de l'administration du ménage (1).

Ainsi, en cas de séparation de fait, la jurisprudence française validait au nom du mandat domestique tacite, les contrats d'entretien passés par la femme, achats de fournitures, louages de services concernant les domestiques, contrats visant l'éducation des enfants, emprunts alimentaires. C'est en vertu de cette même idée que la jurisprudence permet à une femme de s'engager par un contrat de travail sans l'autorisation de son mari ; elle n'interdit à l'épouse séparée de fait que les actes d'un caractère anormal, tels que les emprunts qui ne répondent pas à des besoins alimentaires ou à des besoins d'administration.

2° Non contente de doter la femme d'une sorte de pouvoir propre, la jurisprudence s'est efforcée de la protéger contre les abus de pouvoir du mari. C'est ainsi que les tribunaux ont restreint le plus possible la faculté accordée au mari par l'article 1422 de consentir des donations avec les biens de la communauté ; ce texte défend au mari de donner entre vifs l'universalité du mobilier. Une interprétation littérale conduirait à prohiber seulement les institutions

1. Saleilles. *La condition juridique de la femme dans le nouveau Code civil allemand. Réforme sociale*, 1901, p. 727.

contractuelles ou donations de biens à venir, qui sont les seules transmissions universelles entre vifs. Mais, « passant à côté de la signification naturelle des mots, donnant le pas à l'équité, à l'esprit probable de la loi sur son texte, les tribunaux ont interdit également au mari les donations qui, en fait, porteraient sur l'ensemble ou sur une portion considérable du patrimoine commun (1).

Allant plus loin, la jurisprudence ne permet pas au mari de demander l'annulation d'un acte passé par sa femme sans son autorisation, si cette demande est inspirée par un intérêt personnel et égoïste ; elle n'accorde l'annulation que si elle est réclamée dans l'intérêt de la femme ou celui de la famille. D'autre part, le mari qui abandonne sa femme ne saurait agir en nullité des contrats par lesquels celle-ci a obtenu du travail de manière à assurer son entretien et la vie de ses enfants. « L'abandon du mari contient nécessairement pour la femme l'autorisation tacite d'assurer son existence et celle des enfants qu'il met à sa charge. Le louage d'industrie est, dans ces conditions, non seulement un devoir impérieux pour elle, mais encore la conséquence indispensable de son abandon et de la liberté qu'elle a reconquise (2). »

1. Boistel. *Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté*, 1902, p. 48.

2. Il s'agissait d'une femme employée dans un magasin. Rouen, 4 février 1878. D. 78. 2. 258. — Arrêt confirmé par Cassation, 6 août 1878. D. 78. 1. 400.

Cette construction jurisprudentielle, édifiée sur la base d'un mandat tacite, n'est assurément pas très solide, car il est difficile de soutenir que, dans les hypothèses analysées, le mandat ait existé dans l'esprit de celui qui était qualifié pour le donner. Mais ces décisions doivent être approuvées, car elles sont en harmonie avec les idées de justice et d'humanité préférables à une interprétation littérale des textes. Sur ce terrain, d'ailleurs, les tribunaux avaient été suivis par le législateur, qui procéda par réformes partielles avant d'arriver à la loi de 1907.

II. — En effet, de 1804 à 1907, quelques améliorations ont été apportées au sort de la femme et lui ont permis de soustraire ses économies au gaspillage du mari. C'est de la protection des familles ouvrières que ces lois se sont surtout préoccupées. Dès 1857, les pouvoirs publics cherchèrent à développer les sentiments de prévoyance naturels à la femme ; ils ont limité par suite les pouvoirs du mari. Les innovations ainsi réalisées sont relatives : 1° aux caisses d'épargne ; 2° à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse ; 3° aux sociétés de secours mutuels.

1° *Lois sur les caisses d'épargne.* — Dans les ménages la femme ressent plus vivement que l'homme les besoins auxquels l'épargne a pour but de pourvoir ; c'est elle, en effet, qui se trouve le plus en contact avec les enfants et ceux-ci se plaignent dès que

la gêne règne au domicile conjugal. A raison de son rôle plus actif dans la formation des économies du ménage, il importe qu'elle soit encouragée par le législateur à la conservation de ses économies. En intervenant dans ce but, la loi ne se propose nullement de favoriser la constitution d'un capital qui ne devrait jamais être dépensé ; elle donne seulement toute facilité aux époux pour mettre en réserve l'argent qui afflue dans leur caisse à une époque de prospérité, de manière à prévenir un revers de fortune et à parer aux conséquences d'une débâcle toujours à craindre.

Ce fut d'abord une circulaire ministérielle du 4 juin 1857, paragraphes 4 et 14, qui décida que, si l'autorisation maritale était nécessaire pour l'ouverture d'un livret au profit de la femme, les versements ultérieurs pourraient être effectués sur présentation de ce livret sans aucune autorisation nouvelle ; tandis qu'auparavant la femme était obligée, pour effectuer des versements comme pour retirer l'argent déposé, de se munir de l'autorisation de son mari. Grâce à la circulaire de 1857, la femme était dispensée du consentement du mari pour tous les versements autres que le premier. On a soutenu qu'il y avait là un mandat irrévocable donné par le mari à la femme en vue de consentir des dépôts dans les caisses d'épargne ; cette assertion n'est pas

exacte ; en réalité, la révocation du mandat est toujours possible par le mari ; il était tacite mais non irrévocable. Il y avait là incontestablement une autorisation d'un caractère un peu général, puisqu'elle portait sur tous les versements futurs à opérer par la femme, mais la règle posée par l'article 223 du Code civil n'était nullement violée, car elle demeure étrangère aux actes d'administration. Le mari, conservant sur les sommes ainsi déposées par la femme les droits qu'il tenait du régime matrimonial, c'est-à-dire le plus souvent de la qualité de chef de la communauté, aurait pu retirer l'argent et le gaspiller ; la même instruction s'efforçait de parer à ce danger, en spécifiant, dans son paragraphe 29, que « dans le cas où le livret est ouvert au nom d'une femme qui s'est déclarée mariée, si le remboursement est fait au mari et à la femme présents l'un et l'autre, on leur fait signer à tous deux la quittance ; si un seul est présent, on le fait signer et on annexe à la quittance le consentement signé et écrit de l'autre ». Il résulte de là que le mari ne pouvait obtenir le remboursement des dépôts effectués par la femme sans le consentement de celle-ci. Il y avait là un échec apporté aux règles du droit commun, à l'article 1421 ; en effet, puisqu'il s'agissait d'une créance comprise dans le patrimoine commun, le mari aurait dû avoir seul le droit d'en réclamer le paiement.

Les femmes cherchèrent à échapper encore davantage au contrôle de leurs maris pour leurs dépôts dans les caisses d'épargne. Profitant de ce que l'administration des caisses d'épargne n'exige pas l'état civil des personnes qui viennent leur confier de l'argent, elles dissimulaient souvent leur qualité de femme mariée et demandaient un livret sous leur nom de jeune fille ; de la sorte, elles étaient plus certaines de soustraire leurs économies aux dissipations du mari ; mais, si elles ne prenaient pas cette précaution, il y avait toujours cet inconvénient que le mari, par son refus d'autoriser le premier versement, restait absolument le maître de les empêcher de prendre un livret. En outre, même si la femme était autorisée par le mari à se faire ouvrir un livret, elle ne pouvait en cas de besoin, opérer des retraits sans l'autorisation du mari, d'où une gêne pour utiliser au moment voulu l'épargne amassée. Aussi diverses propositions furent-elles déposées dans le but d'accroître les droits de la femme et de favoriser ses dépôts comme ses retraits.

Dès 1869, M. Boinvilliers demandait au Sénat que la femme et le mari fussent admis à déposer, la femme pouvant retirer le dépôt, sauf le cas d'une opposition formée par le mari (1). Les événements de 1870 vinrent entraver la réforme ; d'ailleurs, à

1. *Moniteur*, 1869, p. 219.

cette époque, les partisans de la puissance maritale avaient encore une position très forte. En 1878, une proposition due à M. Arthur Legrand fut déposée à la Chambre ; elle octroyait à l'épouse le droit d'effectuer des dépôts dans des caisses d'épargne quel que soit son régime matrimonial et de les retirer, le tout sans l'assistance du mari, mais sauf opposition de la part de ce dernier. La proposition donna lieu à une vive discussion : des idées rétrogrades furent énergiquement défendues. M. Cazot, alors ministre de la Justice, déclara qu'on apportait ainsi une trop grave atteinte à l'autorité maritale et qu'une réforme de cette envergure ne pouvait être introduite par un texte relatif aux caisses d'épargne. Le rapporteur devant le Sénat, M. Le Bastard, défendit, au contraire, la proposition de M. Legrand, en montrant qu'il y avait urgence à soustraire les épargnes de la femme qui travaille aux dilapidations du mari. En outre, il affirma que les principes de la communauté restaient intacts et qu'on se bornait à étendre le mandat tacite conféré à la femme ; ce mandat lui donnerait désormais le droit de faire non seulement des dépenses, mais des économies, et de les placer. Finalement, la réforme fut consacrée par l'article 6 de la loi du 9 avril 1881, aux termes duquel « les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, sont admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari ; elles pourront

retirer sans cette assistance les sommes inscrites au livret ainsi ouvert, sauf opposition de la part de leur mari ».

C'était là une innovation considérable ; la loi de 1881 confère à la femme un pouvoir propre : celui d'effectuer à la fois des dépôts et des retraits de valeurs communes sans qu'il soit besoin d'un mandat exprès du mari. Et ce pouvoir présente, dans une certaine mesure, un caractère d'irrévocabilité, en ce sens que, si le mari a le droit de s'opposer au retrait, il n'a pas celui d'empêcher les dépôts, lesquels constituent pour la femme un droit irrévocable. La réforme dont il s'agit présentait donc un caractère incontestable d'opportunité ; elle était destinée à favoriser l'épargne, grâce aux économies de la femme, dans tous les ménages. Elle ne rencontra pas cependant une approbation unanime ; il se trouva des juristes qui estimèrent que la loi nouvelle venait porter atteinte à des principes fondamentaux en matière de communauté conjugale, en restreignant beaucoup trop les pouvoirs du mari : « Il y a là une innovation tellement grave, écrit M. Testoud, qu'il est permis de se demander si les rédacteurs de la loi en ont bien calculé la portée. Il ne faut pas oublier que la loi des caisses d'épargne est faite pour les classes ouvrières, qui ne connaissent guère que le régime de la communauté.

Or, les économies de la femme font, comme celles

du mari, partie de la communauté dont il est le chef suprême, et il n'est pas permis de stipuler que la femme administre la communauté, même en partie ; cependant, par application des règles nouvelles, on pourra voir une femme gérer toutes les valeurs communes, si les sommes économisées, déposées par elle à la caisse, forment l'unique avoir du ménage. Quel renversement des idées juridiques reçues jusqu'ici ? Ce n'est pas uniquement une séparation de biens partielle ; c'est bien plus : une communauté dont le mari n'est pas le chef nécessaire et dont l'administration, la jouissance et même la disposition peuvent régulièrement appartenir à la femme (1).» Mais ces restrictions apportées au pouvoir du mari étaient précisément commandées par les mœurs, par le revirement qui s'était opéré en faveur des droits de la femme depuis la rédaction du Code civil ; la preuve en est dans la manière dont la pratique interpréta la loi.

En effet, la loi laissait au mari la faculté de former opposition au retrait des fonds déposés par la femme, mais ce droit d'opposition était, en fait, absolument illusoire. D'abord, une opposition pratiquée par le mari n'empêchait nullement les caisses de recevoir de nouveaux dépôts de fonds effectués par la femme (2). D'autre part, les caisses d'épargne

1. *Revue critique*, 1881, p. 579.

2. *Journal des caisses d'épargne*, 1890, p. 235.

ne consentaient jamais à révéler aux maris les dépôts qui pouvaient avoir été faits par leurs épouses. Elles respectaient rigoureusement le secret du livret de la femme, et celle-ci savait très bien dissimuler au chef de la communauté les ressources qu'elle avait su amasser. En outre, les caisses d'épargne ne reconnaissaient la validité d'une opposition pratiquée par le mari que si cette opposition répondait à des conditions de forme très rigoureuses. Elles prenaient à la lettre le sens juridique de ce mot, opposition, avec la signification que lui donne le Code de procédure civile. Le mari devait donc signifier son opposition par acte extrajudiciaire (1). Bien que chef de la communauté, et propriétaire des sommes formant l'objet du dépôt, le mari était traité comme un créancier ordinaire, et obligé de recourir au ministère d'un huissier pour obtenir la remise de fonds compris en réalité dans la caisse de la communauté et devenus, par suite, sa propriété. Or, l'exigence d'un acte d'huissier avait presque toujours pour résultat de paralyser les intentions du mari, car celui-ci reculait devant les frais, pour les dépôts qui n'atteignaient qu'une somme minime (lesquels étaient de beaucoup les plus fréquents). Si cette formalité gênante n'était pas suffisante pour arrêter le mari, d'autres obstacles se dressaient devant lui ; l'acte extrajudiciaire signifié

1. *Journal des caisses d'épargne*, 1890, p. 312.

à la femme n'était que le prélude de toute une série de nouvelles formalités. Les caisses d'épargne s'inclinaient, sans doute, devant une opposition régulière en la forme, mais il ne s'en suivait nullement que le mari pût rentrer immédiatement dans ses fonds : l'administration se bornait à lui déclarer qu'elle n'opérerait aucun remboursement à la femme, mais elle se refusait à lui consentir une restitution quelconque, par le motif que l'article 6 de la loi de 1881 défendait bien, en cas d'opposition, d'effectuer des remboursements à la femme, mais que ce texte ne les autorisait nullement à opérer des versements aux mains de l'époux opposant. Il fallait donc que le mari obtint du tribunal un jugement de validité de la saisie-arrêt, lui transférant la propriété de la somme qui en avait fait l'objet. Alors seulement la caisse d'épargne considérait le droit du mari comme légalement reconnu (1).

Cette pratique administrative était ainsi très favorable à l'épouse ; elle était alors des plus sages, car les motifs des oppositions pratiquées étaient loin d'être sincères. Le plus souvent le mari alléguait, pour réclamer le dépôt, l'abandon du domicile conjugal par l'épouse ; or, cet abandon était fréquemment occa-

1. Epinal, 6 février 1890, *Journal des caisses d'ép.*, 1891, p. 401. — Trib. Seine, 8 février 1891. *Ibid.*, 1892, p. 214. — Beauvais, 21 avril. *Ibid.*, 1895, p. 176.

sionné par de sérieux griefs imputables au mari (1). D'autres fois, le mari cherchait à s'emparer, pour les dissiper, des économies destinées à l'entretien du ménage et des enfants et réalisées par la femme sur les produits d'un commerce qui était propre à celle-ci (2). On constata aussi que les oppositions provenaient de maris qui vivaient en fait séparés de leurs femmes et qui ne manifestaient leur existence que pour s'approprier les économies nécessaires à l'entretien de la famille. Un mari qui avait abandonné sa femme, pendant vingt ans d'une vie qui n'avait cessé d'être vagabonde, s'avisa un jour de reparaitre pour mettre opposition sur le livret de la femme (3). Un autre, dont l'inconduite était notoire, ayant été pourvu d'un conseil judiciaire à la requête de sa femme, s'empessa de faire opposition au remboursement des fonds que celle-ci avait versés sans son assistance (4). Enfin, il se rencontra des maris alcooliques qui, dans leur surexcitation maladive, s'empressaient de pratiquer des oppositions (5). On conçoit qu'en présence de motifs si inavouables les caisses d'épargne se soient montrées peu soucieuses

1. *Rapport sur les caisses d'épargnes ordinaires*, année 1890, p. 63.

2. Même rapport, 1887, p. 79.

3. *Journal des caisses d'ép.*, 1886, p. 190.

4. Même rapport, 1888, p. 74.

5. Même rapport, année 1890, p. 62.

de favoriser les véritables abus de la part des maris. Aussi, de 1881 à 1894, sur environ 100.000 dépôts par an, le nombre d'oppositions émanant de maris fut presque insignifiant ; en moyenne, il ne s'éleva qu'à 75 par an. En douze ans, 395 oppositions furent signifiées aux caisses d'épargne publiques ou privées, 370 furent suivies de mainlevées consenties par les maris ou de remboursements effectués aux deux époux, 12 seulement vinrent devant les tribunaux (1). Ainsi la loi de 1881, par suite de l'interprétation que lui donna l'administration de la caisse d'épargne, aboutit en fait à doter la femme d'un certain pouvoir d'administration et de disposition, bien que les auteurs de cette loi eussent plutôt en vue d'élargir simplement la théorie du mandat tacite.

Mais cette pratique n'était pas absolument légale et elle donna lieu à des réclamations de deux sortes : les partisans de l'autorité maritale soutenaient que les principes de la communauté conjugale étaient violés ; pour d'autres, il y avait lieu d'entrer plus franchement dans la voie des réformes et d'affirmer encore davantage les droits de la femme. Cette dernière opinion réunissait certainement la majorité dans les deux Chambres ; cependant, la nouvelle loi promulguée sur les caisses d'épargne le 20 juillet 1895

1. *Bulletin de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 61 et 62.

semblait donner gain de cause aux défenseurs de l'autorité maritale. En effet, cette loi contient un article 16 ainsi conçu : « Les femmes mariées auront le droit de se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari, quelle que soit l'origine de leur contrat, elles pourront retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites au livret ainsi ouvert, sauf opposition de la part de leur mari. Dans ce cas (c'est-à-dire en cas d'opposition), il sera sursis au retrait du dépôt, et ce, pendant un mois, à partir de la dénonciation qui en sera faite à la femme par lettre recommandée à la diligence de la caisse d'épargne. Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre la dite opposition par les voies de droit, le mari pourra seul toucher le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit. »

Il résulte de ce texte que la situation antérieurement faite aux femmes mariées par la loi de 1881 a été confirmée, quant à la facilité d'obtenir des livrets sans l'assistance de leurs maris. Mais cette situation semblait aggravée sous un autre rapport ; en effet, auparavant, c'était au mari qu'incombait l'obligation de faire valider l'opposition par lui formée ; après 1895, au contraire, le mari n'est plus arrêté comme autrefois par la perspective d'une instance longue et coûteuse ; c'est à la femme qu'il incombe de se pourvoir en mainlevée de l'opposition pratiquée à son préjudice ; sinon, le mari peut, à l'expir-

ration du délai fixé à l'article 16, toucher directement les sommes inscrites sur le livret dont sa femme est titulaire ; celle-ci perdait donc légalement le rôle avantageux qui lui avait été reconnu antérieurement. Cette rédaction fâcheuse de la loi de 1895 aurait pu enrayer le mouvement libéral dont les résultats étaient très appréciés jusque là ; heureusement, l'administration des Caisses d'épargne résista à toute tendance de retour en arrière et elle accumula les obstacles destinés à empêcher le mari de s'emparer des économies de sa femme. Sans aller jusqu'à lui refuser le remboursement, elle exigeait de lui des justifications telles que la plupart du temps il se trouvait dans l'impossibilité de les fournir.

« Le mari, porte l'instruction ministérielle de 1895 (20 déc. 1895, art. 22) sera tenu de rapporter le livret qui forme le titre de sa créance contre la Caisse d'épargne ; il ne lui en sera pas délivré de duplicata, attendu qu'il se trouve entre les mains de la femme qui en est titulaire, et de laquelle il devra en obtenir la remise par telles voies qu'il jugera convenables, sans que la caisse ait à s'immiscer dans les difficultés survenues entre les époux... La caisse aura en outre à exiger telles autres justifications complémentaires qui lui paraîtraient nécessaires pour effectuer convenablement le remboursement entre les mains du mari. » Cela signifie pratiquement que la femme n'a pas à s'inquiéter de la possibilité d'un

retrait par le mari. Même si celui-ci arrive à se saisir d'un livret, il ne lui sera pas facile d'en toucher le montant ; la femme, d'abord, peut former opposition par la voie légale ; mais, même si elle s'abstient, les agents de l'administration vont exiger du mari toutes sortes de justifications destinées à établir son droit ; d'abord son identité, sa qualité de mari de la titulaire du livret, ses pouvoirs de libre disposition sur les capitaux de sa femme ; son contrat de mariage, à défaut, une expédition en règle de l'acte de mariage constatant que, selon la loi de 1850, les époux, en réponse à l'interpellation de l'officier de l'état civil, ont déclaré ne pas avoir passé de contrat. Lorsque le mari a satisfait à ces diverses exigences, il lui faut établir encore qu'il n'y a eu ni divorce, ni séparation de corps, ni séparation de biens (dont l'acte de mariage ne porte point mention). L'époux est donc obligé de se munir d'un acte de notoriété dressé par un notaire pour justifier que les événements prévus ne se sont pas accomplis. Après quoi le mari va-t-il enfin toucher le montant du livret ? Oui, s'il l'a en sa possession ; mais, neuf fois sur dix, ce document aura été dissimulé par la femme, et il sera impossible au mari de le représenter. Il pourra, sans doute, obtenir une condamnation à des dommages-intérêts contre sa femme, mais, si celle-ci persiste dans son attitude, le mari ne réussira pas dans ses démarches. Donc, malgré le texte

de la loi de 1895, les pouvoirs de l'épouse sur les livrets de la caisse d'épargne étaient demeurés aussi étendus qu'auparavant. En réalité, peu d'oppositions étaient pratiquées par les maris. En 1895, 3 paiements ont été effectués sans jugement aux maris (1).

En 1896, sur 81 oppositions, un seul remboursement au mari a eu lieu dans les conditions de la loi de 1895 (2).

D'après le rapport de 1895 (p. 65), les résultats de la procédure spéciale édictée par le législateur pour le remboursement des livrets frappés d'opposition ont été nuls pour les oppositions antérieures et insignifiants pour les nouvelles. « Le rapport général sur les opérations de la Caisse nationale postale, pour l'année 1900, signale pour toute la France 57 oppositions faites par les maris; 2 seulement ont été discutées par la femme et 4 remboursements seulement ont été effectués entre les mains des maris; 51 oppositions sont donc restées sans suite aucune (3). »

Les lois sur les caisses d'épargne, élargies dans leur application par la pratique de l'Administration, permettaient donc à la femme laborieuse de mettre une partie de ses gains à l'abri des dissipations du mari.

1. *Rapport annuel sur les opérations de la caisse d'épargne*, 1895, p. 25.

2. *Ibid.*, 1896, p. 18.

3. *Communication de M. César-Bru, Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 184.

Cette protection accordée à la femme, déclare la Cour de Bourges, par un arrêt du 25 mai 1904 (D. 1906. 2. 98), ne cesse pas avec le mariage, et cette cour a reconnu valable le remboursement effectué par une caisse d'épargne alors que le mari était mort et que la caisse avait dû connaître ce décès, par la mention inscrite, au cours de l'inventaire, par le notaire sur le livret. Les créanciers du mari n'ayant pas formé opposition, la femme doit conserver intacts les droits qu'elle tient de l'article 16 de la loi du 20 juillet 1895.

Toutefois, les garanties accordées aux femmes mariées par les lois de 1881 et de 1895 étaient insuffisantes sur deux points : 1^o une opposition non contredite par l'épouse permet au mari d'obtenir le remboursement du livret, et une fois qu'il en a touché le montant, il exerce sur la somme en provenant ses droits de chef de la communauté, conformément à la règle générale de l'article 1431 (1) ; 2^o les économies réalisées par la femme n'étaient protégées que jusqu'à concurrence de 1.500 francs, car, si le compte dépasse ce chiffre, il est, d'après l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895, ramené à 1.500 francs au moyen d'un achat d'un titre de rente sur l'Etat ; ce titre de rente, comme toutes les valeurs mobilières de la communauté, est soumis au pouvoir du mari, sauf

1. Dijon, 20 décembre 1905, D. 1906, 2. 327.

les difficultés que celui-ci peut rencontrer, dans la pratique, pour l'aliéner, à raison de sa forme nominative.

II. — *Lois sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.* — Par d'autres moyens encore, la femme mariée, même avant la réforme générale de 1907, avait été encouragée à réaliser des économies sur ses gains et salaires, et sur les ressources du ménage en général ; c'est ce qu'il est facile de constater en se reportant aux lois des 18 juin 1850 et 20 juillet 1886, relatives à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Dès l'année 1849, le législateur s'efforçait d'apporter en cette matière quelques atténuations aux pouvoirs des maris. D'après l'article 8 de ce projet, la femme, tenue d'obtenir l'autorisation du mari pour le premier versement, en était dispensée pour les versements ultérieurs, et, sur le refus du mari, elle pouvait obtenir du juge de paix l'autorisation nécessaire ; ce premier projet fut écarté par la Chambre ; mais un second, devenu la loi du 18 juin 1850, contient la disposition suivante : « Le versement opéré antérieurement au mariage reste propre à celui qui l'a fait ; le versement fait pendant le mariage par l'un des deux conjoints profite séparément à chacun d'eux par moitié ; en cas d'absence ou d'éloignement d'un des deux conjoints pendant

1. Projet du 7 mars 1849, *Moniteur* du 8 mars, p. 771.

plus d'une année, le juge de paix pourra, suivant les circonstances, accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant. » Il y avait là des dérogations apportées au principe de la communauté en faveur de la femme ; en effet, d'après les règles ordinaires de la communauté, les sommes versées avant le mariage auraient dû profiter aux deux époux, sauf le cas de communauté réduite aux acquêts ; puis, les versements effectués pendant le mariage, étant des biens acquêts, n'auraient profité pour aucune part à la femme si celle-ci avait renoncé à la communauté. Dans le but d'encourager ses facultés d'épargne, la loi assure à l'épouse en toute hypothèse, et même en cas de renonciation à la communauté, la propriété de la moitié des sommes qu'elle a versées à la caisse des retraites. Mais elle était tenue d'obtenir l'autorisation de son mari pour effectuer des versements ; aussi la loi du 20 juillet 1886, article 13, a fait un pas de plus et consacré une innovation encore plus libérale ; elle décide que les femmes mariées, quel que soit leur régime matrimonial, sont admises à faire des versements sans l'assistance de leur mari.

Les réformes admises par ces lois sont plus larges que celles concernant les caisses d'épargne, car le mari ne jouit ici d'aucune faculté d'opposition et le jeu du régime matrimonial est, dans une certaine mesure, modifié, puisque toute somme versée par

l'un des deux conjoints au cours de la communauté profite séparément à chacun d'eux par moitié, autrement dit devient propre par moitié à chacun des deux époux, même si le versement émane de la femme qui a agi seule (Cass., 25 juin 1888. S. 89.1.338 ; D. 89. 1.309). Seulement, reproche commun à cette institution et aux caisses d'épargne, le mari conservait toujours la possibilité de mettre obstacle aux épargnes de la femme, en touchant lui-même les salaires de celle-ci ; de plus, les sommes versées dans une année à la caisse ne peuvent dépasser 1.000 francs et la rente viagère ne peut être supérieure à 1.200 francs ; d'où l'impossibilité, pour la femme, même en dehors de toute entrave suscitée par le mari, de réaliser des économies importantes. En fait, d'ailleurs, les versements à la caisse des retraites sont peu usités dans la pratique, surtout par la classe ouvrière, parce que celle-ci préfère avoir la faculté de reprendre les versements effectués, en cas de besoin.

III. — *Loi sur les sociétés de secours mutuels.* — C'est une autre loi dont les femmes mariées doivent user avec une certaine fréquence, étant donné le développement de solidarité, à l'époque contemporaine. D'après l'article 3 (2^e al.) de la loi du 1^{er} avril 1898, les femmes peuvent faire partie des sociétés de secours mutuels sans l'assistance de leur mari ; elles n'ont donc nul besoin d'autorisation, pour adhérer

aux statuts et verser leur cotisation (1). Mais cette loi présente, comme les précédentes, les inconvénients de ne fournir aucun moyen à la femme de triompher du mauvais vouloir du mari, car celui-ci enlève toute application à la loi de 1898, comme aux précédentes, s'il a le pouvoir d'exiger que les salaires de l'épouse soient versés entre ses mains, puis il conserve les droits de chef de la communauté sur les avantages pécuniaires retirés par la femme de son adhésion à une société de ce genre.

Enfin, il convient de noter, parmi les lois destinées à améliorer la condition économique de la femme mariée, celles du 6 février 1893 et du 12 janvier 1895.

La première a restitué à la femme séparée de corps la plénitude de sa capacité civile, tandis qu'auparavant elle devait être munie de l'autorisation du mari pour tous les actes qui ne concernaient pas l'administration.

La loi du 12 janvier 1895 a indirectement amélioré la situation de la femme mariée : auparavant, le mari pouvait céder l'intégralité de ses salaires et aussi des salaires de la femme. Depuis la loi de 1895, les salaires des ouvriers et des gens de service, quel que soit leur montant, et les appointements et trai-

1. Cf. Aftalion. *La femme mariée, ses droits, ses intérêts pécuniaires*, 1899, p. 108 et s.

tements des employés, commis et fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'un dixième et cessibles que pour un autre dixième, d'où une notable restriction apportée, dès 1895, à la faculté pour le mari de disposer des gains de sa femme.

Telle était la mesure dans laquelle étaient protégés, avant 1907, les intérêts économiques de la femme mariée. Il résulte de ces diverses lois qu'elle ne possédait sur ses salaires que des droits d'administration, lui permettant d'éviter plus ou moins les dissipations du mari. Mais cette protection était insuffisante, et, pour devenir complète, elle devait consister dans la suppression du pouvoir par le mari d'encaisser les gains et salaires de son épouse. Telle était l'étape qui restait à franchir ; il était intolérable que, dans les ménages où la femme s'efforçait par son activité d'augmenter les ressources de la famille, le mari pût, en abusant de sa puissance, détourner de leur destination et employer à la satisfaction de ses besoins personnels les sommes formant la rémunération de sa femme. Notre législation avait, d'ailleurs, sur ce point été précédée par beaucoup de lois étrangères.

DEUXIÈME PARTIE

La protection des intérêts économiques de la femme mariée d'après les législations étrangères.

Il n'est pas douteux qu'à l'étranger les revendications féminines ont reçu satisfaction plus tôt que chez nous. « Du côté anglo-saxon, comme du côté scandinave et germanique, voire même du côté latin, se dessine un mouvement de droit commun législatif en faveur d'une indépendance sérieuse attribuée à la femme mariée dans l'ordre des intérêts pécuniaires, et cette indépendance s'établit aux dépens des pouvoirs reconnus jusque là au mari ; soit qu'on fasse participer la femme à ces pouvoirs, à côté du mari, soit qu'on les divise entre les conjoints, en reconnaissant au profit de la femme une autonomie plus ou moins large qui lui assure, parallèlement à l'action du mari, une activité propre, conformément à sa mission ou à ses intérêts distincts (1). »

1. GénY. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 324.

En effet, la plupart des législations étrangères ont élargi la capacité de la femme mariée et adopté des principes mieux en harmonie avec les conceptions modernes. Pour mieux comprendre l'importance de la réforme promulguée en France en 1907, il est donc nécessaire d'étudier les remèdes que les législateurs étrangers se sont efforcés d'apporter à l'omnipotence maritale.

Sans doute, « la sagesse commande de n'imiter autrui qu'à bon escient, écrit M. Cauwès, après s'être assuré que les lois étrangères sont intervenues pour régler des situations semblables, qu'elles sont issues des mêmes causes, qu'elles répondent aux mêmes besoins sociaux, qu'enfin elles n'ont rien en soi d'irrationnel ou de mauvais » (1). Mais, ici, il est incontestable que les innovations émanant des législateurs étrangers ont été un enseignement précieux pour les réformateurs français de 1907. Le retard apporté dans notre pays à sauvegarder les gains et salaires de la femme a permis tout au moins de profiter de l'expérience acquise par les nations voisines et notamment de s'assurer qu'une protection plus efficace des intérêts économiques de l'épouse n'est nullement incompatible avec le régime matrimonial cher à nos traditions : la communauté.

1. « *De la protection des intérêts économiques de la femme mariée.* » *Revue d'économie politique*, 1894, p. 216.

Pour mieux comprendre la réglementation adoptée à l'étranger, il convient de répartir les législations en trois groupes : 1° celles qui admettent la séparation de biens comme régime de droit commun ; 2° celles dans lesquelles la communauté est, au contraire, de droit commun ; enfin, 3° les législations germaniques et l'institution du patrimoine réservé.

I. — *Législations qui admettent comme régime de droit commun la séparation de biens.* — Dans ces pays, les droits de la femme sur son salaire sont des plus étendus. Il n'y a eu nul besoin de lui conférer des pouvoirs spéciaux à cet égard, puisqu'elle jouit de la liberté la plus complète d'après le droit commun, et que les intérêts pécuniaires des deux époux sont absolument séparés. C'est le cas des pays anglo-saxons, de l'Italie, de la Russie, de la Roumanie, de la Turquie et des pays musulmans.

En *Angleterre*, d'après la commonlaw, la personnalité de la femme s'absorbe dans celle du mari ; il en résulterait, au point de vue des gains de la femme mariée, que le mari, seul propriétaire des meubles de celle-ci, aurait la faculté de disposer, d'une manière absolue, de ses gains et économies (1). Mais une première réforme importante a été opérée par un Act

1. Damez. *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*. Thèse de Lyon, 1905, p. 110.

du 9 août 1870, confirmant un Act antérieur du 20 novembre 1844, aux termes duquel les femmes mariées étaient autorisées à effectuer des dépôts dans les caisses d'épargne et à en demander le remboursement. L'Act de 1870 (1) réserve à la femme la propriété de tout ce qu'elle gagne dans l'exercice d'une profession indépendante de celle de son mari. En outre l'Act facilite à l'épouse les moyens de réaliser des économies sur ses salaires ; il lui permet de placer ses économies dans une caisse d'épargne, ou en consolidés et en obligations complètement libérées ou en titres de certaines associations de prévoyance, de secours mutuels, de maisons ouvrières et de crédit populaire. Toutefois, en vertu de l'article 6, il ne pourra être préjudicié par là aux droits des créanciers du mari, en fraude desquels aurait eu lieu, sous le nom de la femme, le placement de sommes appartenant véritablement à l'époux. D'ailleurs, tout versement opéré par la femme après le mariage est présumé l'être au moyen de ses deniers propres.

L'indépendance de la femme anglaise a été encore augmentée par la loi du 18 août 1882 (2). C'est le *Married women's property Act*. Cet Act déclare que

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1871, p. 55. Notice de M. Ribot.

2. *Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 229, notice de M. Barclay.

la femme mariée sera désormais capable comme si elle était célibataire ou veuve ; c'est donc l'institution du régime de la séparation de biens totale, tandis que l'Act de 1870 n'avait établi que la séparation de biens partielle limitée aux gages et salaires de la femme, et c'est, en même temps, la suppression de l'autorisation maritale. Dès lors, l'épouse anglaise a toute latitude pour les dépôts, placements, achats de titres et retraits d'argent ; ces actes engagent ses biens séparés et ceux-ci servent de gage à ses créanciers ; ils sont assujettis également à la contribution aux charges du ménage. La loi de 1882 a elle-même été complétée par celle du 5 décembre 1893, d'après laquelle tout contrat passé par une femme mariée autrement que comme mandataire sera censé être fait relativement à ses biens séparés, de manière à pouvoir les engager (1). Aussi a-t-on pu dire sans exagération que l'Angleterre se place aujourd'hui au premier rang des nations émancipatrices de l'épouse (2).

La législation des *Etats-Unis* a donné également satisfaction au mouvement féministe. C'est même dans ce pays que les intérêts de la femme ont été le plus vite protégés. Dans l'Etat de New-York, les lois du 7 avril 1848 et du 20 mars 1860 établissent au

1. Jules Bertheau. *De la capacité de la femme anglaise*. Thèse de Paris, 1902, p. 228.

2. Damez, p. 135.

profit de la femme mariée une véritable séparation de biens (1). L'Act de 1848 assure aux femmes mariées la libre disposition des biens qu'elles possédaient antérieurement au mariage et de ceux acquis par donation ou succession. Cet Act, qui ne visait pas les gains et salaires, a été complété par celui de 1860 qui a étendu le même régime au profit de la femme mariée qui travaille ; le but de ces lois a été de procurer à la femme pauvre une protection analogue à celle que les femmes riches obtiennent dans les pays anglo-saxons par l'emploi des fidéicommiss ou trusts, spécialement pour la conservation de leurs immeubles. Enfin, une loi du 17 avril 1896 a proclamé la séparation de biens, régime légal de l'Etat de New-York, et l'exemple de cet Etat a été imité par la plupart des autres Etats de l'Union américaine : Californie, Kansas, Kentucki, Massachusetts, Mississipi, Pensylvanie, Vermont, etc. (2). Une législation analogue se rencontre en Australie et en Nouvelle-Zélande (3).

L'Italie a pour régime de droit commun le régime dotal ; cela résulte de l'article 1425 du Code civil de 1865, aux termes duquel tous les biens constitués en dot sont paraphernaux et restent sous l'administra-

1. *Annuaire de lég. étr.*, année 1878, p. 708.

2. V. Damez, p. 121.

3. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} août 1896, p. 621 : *L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le féminisme*.

tion et la jouissance de la femme : dès lors que les époux n'ont pas fait de contrat ou que leur contrat est muet à ce sujet, les gains de la femme sont paraphernaux, c'est-à-dire soumis aux règles de la séparation de biens, et la femme a le droit de les administrer de la manière la plus complète. Toutefois, le Code italien ayant maintenu l'autorisation maritale pour les actes de disposition (art. 134), la capacité de la femme italienne, quant à ses gains et salaires est plus restreinte que celle de la femme anglaise : elle peut placer ses économies, mais non en disposer. Mais une loi du 27 mai 1875 sur les caisses d'épargne lui a conféré, dans son article 11, une faculté analogue à celle reconnue à la femme française par les lois de 1881 et de 1895, c'est-à-dire le droit d'effectuer librement des dépôts et des retraits dans les caisses d'épargne (1).

En *Russie*, le droit commun (exception faite pour la Pologne, les provinces baltiques et la Finlande, qui sont régies par des lois particulières) est contenu dans le *Svod* ou Code civil, en vigueur depuis 1825 ; les articles 80, 81 et 84 de ce Code établissent comme régime légal la séparation de biens générale, avec pleine capacité pour la femme et liberté complète de disposer de ses biens personnels sans le concours de son mari (2).

1. *Annuaire de lég. étr.*, 1875, p. 554.

2. Cf. *Lehr. Eléments de droit civil russe*, 2 vol., 1890.

C'est un régime analogue, le régime dotal comparable à une véritable séparation de biens, qui fonctionne en *Autriche* depuis le Code civil de 1811 ; la femme mariée peut disposer librement, à titre de paraphernaux, des produits de son travail, des économies réalisées sur eux et des biens qu'elle a acquis avec ses économies (1).

En *Roumanie*, c'est encore la séparation de biens qui règne ; par suite la femme peut toucher ses salaires, en jouir et en disposer (2).

Enfin, dans les pays *musulmans*, les mêmes principes, malgré la différence des rites, gouvernent la condition de la femme mariée. Qu'il s'agisse du rite hanafite, suivi en Egypte et en Turquie, du rite malékite, presque exclusivement appliqué en Algérie, en Tunisie et au Maroc, la femme, placée, quant à sa personne, dans une dépendance complète de son mari, jouit, au contraire, de l'indépendance la plus large relativement à ses biens ; elle garde la propriété de tous ceux qu'elle a apportés en mariage et de tous ceux qu'elle pourra acquérir par la suite. En conséquence, dans la mesure où les mœurs et les croyances religieuses permettent le travail de la femme mariée, celle-ci peut en disposer comme de ses autres biens (3).

1. V. Damez, p. 151 et suiv.

2. Alexandresco. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, 1897, p. 82 et s.

3. Voir Damez, p. 157 et s.

II. — *Législations qui admettent la communauté comme régime de droit commun.* — Dans ces législations, les salaires de la femme devraient normalement entrer dans la communauté : le progrès a consisté précisément à soustraire les produits du travail de la femme à l'administration et à la jouissance du mari, tout en leur maintenant la qualité de biens communs. Ce sont des exceptions qui ont été apportées à la règle générale, en vue de sauvegarder les intérêts économiques de la femme et, par suite, de la famille. Ainsi, en *Danemark*, la situation de la femme mariée a été notablement améliorée par la loi du 7 mai 1880 (1) ; la femme possède désormais le droit de disposer librement par acte entre vifs des produits de son industrie personnelle, lorsque cette industrie n'est point entretenue ou alimentée en majeure partie des deniers du mari ou de la communauté. Une autre loi, en date du 7 avril 1899, proclame la pleine capacité civile de la femme mariée et confirme purement et simplement, dans son article 27, les dispositions de la loi antérieure : l'épouse peut, en définitive, disposer de ses gains en argent et les transformer en d'autres biens qui sont soustraits aux poursuites des créanciers (2).

La loi *norvégienne* du 29 juin 1888, tout en con-

1. *Annuaire de lég. étr.*, 1880, p. 533.

2. *Annuaire de lég. étr.*, 1899, p. 545.

servant la communauté universelle comme régime légal, et en maintenant la qualité de biens communs aux produits du travail de la femme, décide que celle-ci a le droit de disposer exclusivement de ce qu'elle gagne par son industrie personnelle, et de ses économies. Les créanciers du mari n'y ont aucun droit (1).

La loi *suédoise* du 11 décembre 1874 reconnaît à la femme un droit de libre disposition sur les gains qui proviennent de son industrie personnelle, mais non sur les biens acquis en emploi de ces économies ; les biens ainsi acquis échapperaient à la femme et entreraient immédiatement dans l'actif de la communauté de meubles et d'acquêts qui constituent le régime légal d'après la loi du 1^{er} juillet 1898 (2).

Des idées analogues ont inspiré la loi *finlandaise* du 15 avril 1889 : l'article 3 du chapitre II de cette loi accorde à la femme la libre disposition de tout ce qu'elle peut acquérir par son travail personnel : toutefois si elle les transforme en autres biens par achat ou échange, elle aura l'administration et la jouissance, mais non la disposition des biens ainsi acquis (3). On voit que les lois scandinaves combinent les règles de la communauté et celles de la

1. *Annuaire de lég. étr.*, 1888, p. 762 et s.

2. Cf. *Annuaire de lég. étr.*, 1874, p. 566 et 1898, p. 587.

3. *Annuaire de lég. étr.*, 1889, p. 821.

séparation de biens. Mais elles ne vont pas jusqu'à accorder à la femme des pouvoirs de disposition.

En *Belgique* le Code Napoléon est demeuré en vigueur, avec les règles sur l'incapacité de la femme mariée, et la communauté comme régime de droit commun. On s'est efforcé, de bonne heure, de mieux garantir les intérêts de l'épouse. Une loi du 13 avril 1865 accorde à la femme la faculté d'opérer des versements à la caisse des retraites avec l'autorisation du juge de paix, en cas de refus d'autorisation du mari ; tout récemment, les lois des 10 février et 10 mars 1900 ont amélioré la situation que le code avait faite à la femme mariée (1). La première admet l'épouse à se faire ouvrir un livret sans l'assistance de son mari et à se passer de son autorisation pour effectuer des retraits, mais seulement jusqu'à concurrence de 100 francs ; au-dessus de cette somme, il fallait le concours des deux époux. Le mari pouvait même empêcher sa femme de réaliser ses économies, en exigeant du patron la remise entre ses propres mains des salaires de la femme ; il y avait là un inconvénient auquel la loi du 10 mars 1900 est venue remédier : la femme belge est aujourd'hui capable d'engager son travail avec l'autorisation de son mari, ou, à défaut, du juge de paix ; de plus, quel que soit son régime matrimonial, elle peut, sans le

1. *Annuaire de lég. étr.*, 1900, p. 303 et 308.

concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer pour les besoins du ménage ; il est regrettable que cette protection accordée au salaire n'ait pas été étendue aux biens acquis avec les deniers qui en proviennent.

La situation de la femme laborieuse est sensiblement la même dans le *Grand-Duché de Luxembourg*, où une loi du 11 décembre 1887 donne à la femme le droit de se faire ouvrir, sans l'assistance de son mari, un livret de caisse d'épargne et de retirer sans cette assistance, mais sauf opposition du mari, les sommes ainsi déposées (1).

Toutefois, dans le groupe de législations que nous étudions, où le régime légal est la communauté, il est un certain nombre de pays, dans lesquels la condition de la femme n'a pas été améliorée, n'a pas suivi, dans ses transformations, l'évolution économique et sociale. Dans ces législations, la femme n'a aucun droit personnel sur les produits de son travail ; c'est le cas de l'*Espagne* où le régime légal, qualifié par l'article 1315 du Code civil de communauté d'acquêts, est en réalité un régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts, laquelle comprend les gains de la femme et les biens acquis avec les produits de son travail. Le mari, chef de la com-

1. *Annuaire de lég. étr.*, 1887, p. 645.

munauté, administre, engage et aliène valablement à titre onéreux les biens communs sans le consentement de sa femme ; ce consentement est nécessaire pour l'aliénation des acquêts à titre gratuit. La législation espagnole est reproduite dans ses grands traits par les principaux Etats de l'*Amérique Centrale* et de l'*Amérique du Sud*, les codes de ces pays n'accordent aucune protection aux gains et salaires de la femme mariée ; la communauté les absorbe comme les autres biens mobiliers. Il en est ainsi au Mexique, au Pérou, au Chili, dans la République Argentine, au Brésil et au Vénézuéla (1).

Le code *portugais* n'a pas protégé davantage la femme mariée ; il admet la communauté universelle comme régime légal (art. 1098 et 1108) ; une communauté aussi large comprend naturellement tous les biens acquis par la femme et notamment ses gains et salaires. A titre d'atténuation, les pouvoirs d'administration du mari peuvent être exercés en cas d'absence ou d'empêchement par l'épouse (art. 1117) ; de plus, le concours de celle-ci est indispensable pour les actes de disposition ; mais il ne semble pas que cette réserve concerne les gains de la femme, car ceux-ci sont de nature mobilière et le mari possède sur les valeurs mobilières les pouvoirs les plus absolus.

1. Voir Damez, p 337 et suiv.

III. — *Les législations germaniques et l'institution du patrimoine réservé.* — Ces pays admettent un régime analogue au régime français d'exclusion de communauté; il en est ainsi en *Allemagne* depuis le Code civil promulgué le 1^{er} janvier 1900 et en *Suisse* depuis le Code civil voté le 10 décembre 1907. Ces législations se caractérisent par ce fait qu'elles préconisent l'institution des biens réservés comme le meilleur moyen de protéger les intérêts économiques de la femme mariée (1).

L'Allemagne a établi comme régime légal le régime d'union des biens; chaque époux garde la propriété de ses biens, mais le mari a l'administration et la jouissance des biens de la femme, à charge de supporter les charges du ménage (§§ 1363 et 1389). En outre, un véritable régime de séparation de biens partielle concerne les biens réservés (§§ 1366 et suiv.). Il existait en Allemagne, depuis très longtemps, une catégorie traditionnelle de biens réservés : celle des présents offerts à la femme au moment de son mariage et affectés exclusivement à son usage personnel; c'était l'ancien morgengab germanique; tout ce qui servait à son usage propre devait lui être réservé en

1. Voir Génv. *Etude des biens réservés de la femme mariée d'après le Code civil allemand et l'avant-projet du Code civil suisse. Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 155 et s., 304 et s. — Lyon-Caen. *La femme mariée allemande. Thèse de Paris*, 1903, p. 204 et s.

propriété et même en jouissance. En conséquence le Code civil allemand n'a pas innové véritablement en 1900 ; il s'est borné à étendre aux instruments de travail les dispositions édictées par les législations antérieures à l'égard des bijoux et des parures ; c'est ainsi que les biens provenant du travail personnel de la femme sont entrés dans la catégorie des biens réservés. On est parti de cette idée que, si la femme doit garder à sa disposition exclusive les objets nécessaires à son habillement et à son entretien personnel, il n'est pas moins logique qu'elle soit admise à soustraire à la disposition du mari les résultats, souverainement personnels et inaliénables, de son activité ; en effet, il n'est pas normal que la femme travaille pour assurer l'existence du ménage : « Je considère quant à moi, a écrit M. Saleilles, que l'homme (c'est sa mission et c'est aussi son honneur) doit gagner la vie pour tous ; c'est lui qui, dans le mariage, a une fonction de travail et de labeur. Ce qu'il gagne, il le gagne pour deux... L'idéal social n'est pas de soustraire la mère et l'épouse à sa mission domestique pour livrer le ménage et le foyer à l'abandon... Il faut qu'il soit entendu que le travail de la femme est et doit être exceptionnel ; il ne s'imposera donc que là où les ressources du mari sont insuffisantes pour entretenir le ménage... Dans tous les cas, le travail de la femme se présente comme une ressource suprême

qui lui est offerte pour subvenir à l'entretien de ses enfants et pour se ménager à elle-même des ressources pour l'avenir (1). Dès lors, là où la fonction domestique de la femme est entravée par les dures nécessités de la vie moderne, et où elle doit employer son activité pour alimenter le ménage, il importe que ces gains supplémentaires soient réservés à la femme, lui restent propres en vue de l'exercice de sa triple fonction de ménagère, d'épouse et de mère. C'est ce qu'a très bien compris le législateur allemand.

Le Code allemand organise trois types de régimes matrimoniaux : le régime de communauté (§§ 1433 et suiv.) ; la séparation de biens (§§ 1426 et suiv.) ; le régime sans communauté, où les patrimoines des époux restent séparés, mais avec attribution au mari de l'administration et de la jouissance de la fortune apportée par la femme (§§ 1363 et suiv.) Mais, sur les biens réservés, parmi lesquels figurent ceux que la femme acquiert par son travail ou par l'exploitation indépendante d'une entreprise lucrative (§ 1367) les pouvoirs du mari s'évanouissent. La femme a le droit de garder pour elle ce qu'elle gagne. Il ne s'en suit pas qu'elle puisse les affecter à la satisfaction égoïste de ses seuls besoins. Destinés à une affectation familiale, ils ne peuvent être détournés de cet emploi. La femme, tenue de participer aux dépenses du

1. *Bull. de la Soc. d'étud. lég.*, 1902, p. 144.

ménage, n'a pas le droit de se désintéresser de cette fonction intérieure. Aussi le paragraphe 1356 déclare-t-il que la femme a l'obligation d'assumer la charge et la direction des travaux domestiques ; toute négligence à cet égard constituant un manquement à ses devoirs d'épouse et de mère. Les biens réservés ne sont affranchis de l'administration et de la jouissance du mari que parce que celui-ci est supposé incapable de s'acquitter de son rôle de chef de l'union conjugale. Si l'exercice par la femme d'une profession indépendante avait pour résultat de l'amener à négliger les intérêts pécuniaires de l'association conjugale, et à manquer à ses devoirs d'épouse, le mari puiserait dans les paragraphes 1354 et 1358 la faculté d'interdire à la femme l'exercice de la profession qu'elle exerce ou d'arrêter l'exécution des engagements par lesquels elle aurait promis son activité personnelle (1).

Ces réserves formulées, la législation allemande applique le régime des biens réservés à tous les gains qui résultent d'un travail manuel ou intellectuel de l'épouse, à toutes les rémunérations accidentelles ou supplémentaires, telles que gratifications, pourboires, prix obtenus dans des concours ou expositions

1. Saleilles. *La condition juridique de la femme dans le nouveau Code civil allemand. Réforme sociale*, 1901, p. 717 et suiv.

rentes, pensions, et notamment celles qui proviennent des assurances contre les maladies (loi du 15 juin 1883), contre les accidents (loi du 6 juillet 1884), contre l'invalidité ou la vieillesse (loi du 22 juin 1889) et la même qualité appartient aux économies réalisées sur les salaires et aux acquisitions faites avec les économies. Ce sont donc les femmes de toutes les classes de métiers qui jouissent ainsi de la protection légale et, en Allemagne, la femme n'a pas besoin de l'autorisation maritale pour s'adonner à l'exercice d'une profession ; l'incapacité générale de la femme mariée n'a pas été maintenue par le Code civil de 1900. Ce Code se contente de poser le principe que le mari a la prépondérance dans l'examen de toutes les difficultés qui surgissent chaque jour dans le ménage (§ 1354). L'institution allemande des biens réservés « semble donc répondre à la pensée de soustraire, dans la plus large mesure possible, à l'influence normale du mariage sur les patrimoines des époux une partie plus ou moins considérable de ceux-ci, qui se trouvera ainsi réservée à la jouissance et à l'administration exclusive de son propriétaire, autant du moins que le comportent et l'admettent les exigences supérieures de l'association conjugale (1). » Ainsi la femme, en Allemagne, peut acquérir une situation indépendante, et gérer personnel-

1. Génv. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1902, p. 156.

lement les ressources qu'elle se procure de la sorte.

Il convient de rappeler, en outre, que, pour tout ce qui concerne les affaires communes du ménage, et même dans l'hypothèse où elle n'exerce pas de profession indépendante, la femme possède un droit spécial, le pouvoir des clefs, dit « Schlüsselgewalt », (§ 1367); en d'autres termes, la femme a le droit de gérer les affaires du mari et de le représenter; les actes juridiques qu'elle passe dans ce cercle d'action sont réputés avoir été accomplis au nom du mari, à moins que le contraire ne résulte des circonstances. C'est donc en vertu d'un mandat légal, et non en raison d'un mandat reposant sur une convention présumée, comme en France, que la femme allemande a le pouvoir de représenter son mari.

Le Code fédéral suisse admet aussi comme régime légal l'union des biens, ou régime de non-communauté, et il accepte également la conception d'un patrimoine réservé comprenant, notamment, les biens qui servent à l'exercice de la profession ou de l'industrie de chaque époux et le produit du travail de la femme (art. 191). Sur ces biens, la femme peut satisfaire aux charges d'entretien de l'époux et des enfants, c'est une nouvelle application de l'idée que l'exercice d'une industrie séparée ne doit pas favoriser des sentiments égoïstes chez la femme, mais seulement lui fournir le moyen de remédier à l'insuffisance des ressources que le mari procure au

ménage. Enfin, comme en Allemagne, la femme est investie d'un mandat légal qui lui donne la faculté de représenter l'union conjugale pour les besoins courants du ménage (art. 163), et, lorsque le mari néglige ses devoirs de famille, le juge peut, quel que soit le régime matrimonial adopté, prescrire aux débiteurs des époux d'opérer tout ou partie de leurs paiements entre les mains de la femme (art. 171).

Les droits des femmes mariées ont donc été considérablement accrus dans la plupart des législations européennes ; la femme s'est trouvée ainsi chargée de pourvoir aux intérêts du ménage, lorsque le mari, incapable ou dissipateur, n'est pas en mesure d'assurer l'existence de la famille. Il nous reste à examiner comment ces idées ont été accueillies en France, et les modifications introduites en matière de communauté par la loi du 13 juillet 1907.

TROISIÈME PARTIE

La loi du 13 juillet 1907

Cette loi est l'expression d'une réforme autrement importante que celles réalisées par les dispositions antérieures, concernant les caisses d'épargne, la Caisse des retraites pour la vieillesse ou les sociétés de secours mutuels. Jusque-là, les qualités d'économie de la femme ne pouvaient s'exercer que dans d'étroites limites ; la loi de 1907 a un caractère beaucoup plus large ; elle établit une véritable séparation de biens, au moins pendant la durée du mariage, relativement au capital et aux revenus des biens acquis par la femme par son travail personnel. Toute femme mariée, quel que soit le régime sous lequel elle est mariée, et à peine de nullité de clause contraire portée dans son contrat, quel que soit le caractère des produits de son travail et à la seule condition qu'elle exerce une condition distincte de celle de son mari, administre librement ses gains, les économies réalisées sur eux et les biens acquis en

emploi ; elle en jouit et elle en dispose à titre onéreux sans l'autorisation de son mari ; la seule condition exigée pour que la femme obtienne ainsi cette autonomie est la justification, par acte de notoriété ou autrement, qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari. De plus, l'autorisation maritale n'est plus nécessaire à la femme pour tous les procès concernant les droits qui lui sont ainsi reconnus.

Nous examinerons successivement l'historique de la réforme ; les droits de la femme sur ses gains et salaires , les droits du mari et de ses créanciers sur le pécule réservé ; enfin, dans une conclusion, nous apprécierons les mérites de l'innovation et son application pratique.

CHAPITRE PREMIER

Historique et caractère de la réforme. Composition du patrimoine réservé et preuve de sa consistance.

La loi du 13 juillet 1907 est le résultat d'une préparation de vingt années, au cours desquelles il a été longuement discuté sur le moyen de concilier l'extension des droits de la femme avec le respect de la puissance maritale.

A priori, quatre conceptions différentes se présentaient comme possibles : la séparation de biens générale, la séparation de biens partielle, par contrat de mariage ; la séparation de biens partielle, dans l'acte de mariage ; enfin le maintien de la communauté modifiée seulement par l'extension des droits de la femme ; c'est à ce dernier système que le législateur de 1907 s'est rallié. Voici, brièvement tracés, les caractères distinctifs de chaque système :

1° Dans la séparation de biens générale et absolue, tous les biens de la femme restent sous sa direction exclusive pendant la durée de l'union conjugale,

comme si elle n'était pas mariée, et ainsi l'on espère éviter à la fois les mariages fondés sur l'intérêt et le calcul dans les classes riches, les unions où le mari vit aux dépens de sa femme dans les classes pauvres : en même temps sont écartées les complications qu'entraîne la liquidation d'une communauté et les idées d'égalité des deux sexes sont absolument respectées. Aussi quelques juristes voient là « le régime des temps modernes et de l'avenir » (1). Cependant, il ne semble pas qu'il y ait là le régime idéal ; car les salaires du mari lui demeurent propres, sauf l'obligation, bien entendu, de contribuer aux charges du ménage ; de plus, la femme qui se consacre aux dépenses de l'intérieur n'est pas admise à participer aux économies réalisées par le mari, alors qu'elle y a cependant contribué par son activité et sa diligence ; il en résulte pour elle une situation pécuniaire inférieure, car les gains du mari sont généralement plus considérables que ceux de la femme. « Frappé de l'affaiblissement des sentiments communs qui résultent de la séparation de biens, considérant que l'indépendance pécuniaire des époux risque de diminuer gravement la cohésion du mariage, je suis revenu à notre vieille communauté et je m'y tiens (2). »

Enfin, il ne faut pas oublier que la séparation

1. Bridel. *Le droit des femmes et le mariage*, 1892, p. 82.

2. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 72.

absolue n'évite pas les complications qu'on voudrait proscrire, car tout un appareil de preuves devient nécessaire pour que la femme puisse revendiquer ses meubles nécessairement confondus avec ceux du mari pendant la vie commune.

2° Par suite, a été proposé l'établissement d'une séparation de biens judiciaire et partielle, concernant seulement le salaire de la femme et facilitée par une notable réduction des frais. « Il importe, déclarait M. Glasson, en 1886, d'établir au profit de l'ouvrière une procédure rapide et une procédure simple qui lui permettrait ou bien de pratiquer entre les mains du patron une sorte de saisie-arrêt sur les gains du mari, ou tout au moins de conserver pour elle-même dans certaines circonstances l'intégralité du produit de son travail (1). »

En collaboration avec M. Jalabert, M. Glasson tira, par la suite, de son mémoire un projet de loi, conférant à la femme la faculté de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement avec l'autorisation du juge de paix. Cette proposition fut portée au Parlement par MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, le 22 juillet 1890 (2). Il y avait toutefois, entre le texte présenté aux Chambres et les idées de MM. Glasson et Jalabert,

1. *Le Code civil et la question ouvrière*, 1886, p. 43 et s.

2. *J. off.*, Chambres, 1890, annexe n° 862.

une légère différence, en ce que la femme victime des abus du mari pouvait obtenir du juge de paix, non la pleine propriété des produits de son travail, pour l'avenir, mais le droit d'en jouir, de les administrer et d'en disposer librement sans les faire sortir de la communauté. Cependant, ce système n'échappait pas à la critique ; il constituait un remède dont la femme pouvait difficilement user, car elle hésitera à saisir la justice des querelles du ménage, puis elle redoutera la perspective toujours possible de représailles de la part du mari, de mauvais traitements, etc.

3° Un remède plus efficace fut proposé : la stipulation, par la femme, d'une séparation de biens partielle, au moment même du mariage, non pas dans un contrat de mariage, que les frais rendent inaccessible aux classes peu aisées, mais dans l'acte de mariage à la mairie ; l'officier de l'état civil devait interpellé la future épouse, en l'absence de contrat, d'avoir à déclarer si elle veut conserver la libre disposition des biens qui peuvent lui appartenir, ainsi que des gains à provenir soit d'un contrat de travail, soit d'une profession, industrie ou commerce exercés séparément par elle (1). C'était un régime préventif contre les risques inhérents à la commu-

1. Voir le projet de M. Cauwès, *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 202. — M. Cauwès. *De la protection des intérêts économiques de la femme mariée*, 1894, p. 17 et 18.

nauté légale que M. Cauwès désirait instituer ; quant aux droits de la femme sur ses biens réservés, ils étaient, d'après le projet de M. Cauwès (art. 3), exactement ceux que la femme mariée possède sur son patrimoine personnel ; d'où l'impossibilité pour la femme d'estimer en justice relativement à ses biens réservés ; il y avait là un progrès incontestable sur les tentatives précédentes ; mais dans cette conception la femme pouvait toujours craindre les représailles de la part du mari, soit à raison du refus par celui-ci de verser ses propres salaires dans la caisse de la communauté, soit par suite de mauvais traitements ; on ajoute aussi que bien rarement la future ou sa famille songeront à suspecter la conduite du mari ; en tout cas, une défiance ainsi rendue publique par l'acte de mariage n'engendrerait-elle pas tôt ou tard un ferment de discorde dans l'union conjugale ?

4° Par suite, toutes les préférences allèrent à un quatrième système consistant à attribuer à la femme un pouvoir légal sur ses biens, de plein droit, sans aucune nécessité ni de l'autorisation judiciaire ni d'une déclaration concomitante à la célébration du mariage. On évitait ainsi de froisser le mari, puisqu'il subit l'application de la loi et non d'une mesure prise à la requête de la femme : de plus, l'institution est susceptible de profiter éventuellement à tous les ménages, non seulement à ceux qui envisagent dès la célébration de l'union l'utilité des salaires de la

femme pour compléter ceux du mari, mais encore à ceux qui, possédant une certaine fortune, au début, ne songent pas à un appoint de travail pour assurer leur existence.

M^{lle} Jeanne Chauvin avait été chargée par la société féministe l'Avant-Courrière, dès 1894, d'établir un projet qui s'inspirait visiblement de ces idées. La principale innovation de ce projet consistait à ajouter à l'article 217 du Code civil un paragraphe 2 accordant à la femme plein pouvoir sur les produits de son travail (1).

Une proposition analogue à celle de l'Avant-Courrière fut déposée à la Chambre en même temps que le projet de MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaud, le 9 juillet 1894 (2). Sur un rapport favorable de M. Théophile Goujon (3), cette proposition fut prise en considération le 12 janvier 1895 et renvoyée à la Commission chargée d'examiner la première, elle fut refondue en un projet unique présenté à la Chambre le 14 novembre 1895 avec un rapport de M. Goirand (4). Ce projet conférait à la femme pleine capacité de profiter des produits de son travail ; seulement les biens acquis par la femme avec ses gains personnels tombaient dans la commu-

1. Bull. de *L'Avant-Courrière*, 1894, p. 109.

2. *J. off.*, 1894, Chambre, annexe n° 801.

3. *J. off.*, 1894, Chambre, annexe n° 1094.

4. *J. off.*, Chambre, annexe n° 1209, p. 1472.

nauté ; cette disposition était de nature à compromettre le succès de la réforme. En outre, la femme acquérait le droit de saisir-arrêter les gains de son mari, conformément à la conception déjà défendue par M. Cauwès (art. 5 de son projet), mais en même temps la même faculté était concédée au mari.

Le texte voté par la Chambre le 27 février 1896 fut transmis au Sénat le 2 mars suivant (1), mais onze années devaient s'écouler avant l'adoption de la réforme. Le 27 février 1905, M. Grosjean, s'inspirant des travaux de la Société d'études législatives au cours de l'année 1902, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi plus large que les précédentes : mais elle devint caduque, n'ayant pas été prise en considération avant la fin de la législature. Enfin la torpeur de la commission sénatoriale se réveilla sous l'action de l'opinion publique ; les idées féministes s'affirmaient de plus en plus depuis 1896 ; la loi du 7 décembre 1897 avait accordé aux femmes le droit d'être témoins dans les actes de l'état civil et dans les actes notariés. La loi du 23 janvier 1898 donnait aux femmes commerçantes le droit de prendre part à l'élection des juges au tribunal de commerce ; enfin l'accès du barreau leur était ouvert par la loi du 1^{er} décembre 1900. Le vote de la réforme était désiré non seulement par des juris-

.1 *J. off.*, Sénat, Déb., Parl. 3 mars 1896., p. 185,

tes, mais par des chambres de commerce (1). Aussi la question fut reprise devant le Sénat, à la suite du dépôt d'une nouvelle proposition, par M. Gourju, le 26 juin 1906 (2). M. Gourju constate, dans son rapport, que dans le total de 6.382.658 travailleurs, patronnes, employées, les femmes mariées entrent pour plus d'un tiers ; on est donc en face d'une situation nouvelle due au mouvement industriel et économique du xix^{me} siècle, et comme les femmes sans autre ressource que leur travail se marient 95 fois sur 100 sans contrat, il importe de leur assurer une protection qui s'étende d'abord à la communauté légale, et même à tous les régimes. La Commission à laquelle fut renvoyée la proposition de M. Gourju la combina avec le projet voté par la Chambre en 1896. Le nouveau texte, déposé le 20 mars 1907 avec un second rapport rédigé par M. Guillier (3), fut soumis à deux délibérations, les 14 et 24 mai 1907 (4).

Adopté avec quelques modifications, il fut transmis à la Chambre le 20 mai et voté sans discussion après un rapport de M. Viollette, en date du 28 juin 1907, le 11 juillet suivant. La loi fut promulguée le 13 du même mois.

1. Bourges, délibération du 5 juin 1906. — Douai, 20 sept. 1906. — Saumur, 5 juin 1907.

2. *J. off.*, 1906, Sénat, annexe n° 304, p. 740.

3. *J. off.*, Sénat, annexe n° 77, p. 54.

4. *J. off.* des 15 et 25 mai 1907, p. 620 et s., 660 et s.

Elle accorde à la femme, d'une manière générale, des droits très étendus sur les produits de son travail ; elle modifie donc considérablement le principe même de la condition de la femme mariée. Elle constitue sans doute une grave atteinte au principe même de la communauté, mais une atteinte qu'imposait notre état social actuel.

Voici brièvement l'économie de la loi : une observation préliminaire s'impose d'abord ; la femme mariée qui veut entreprendre une profession ou louer ses services demeure toujours soumise à l'autorisation du mari ; la loi de 1907 n'a nullement modifié la puissance maritale ; mais, cette réserve faite, la loi renferme deux parties principales : l'une relative au patrimoine réservé, à l'administration et à la libre disposition de la femme et affectée spécialement à l'entretien du ménage ; l'autre traite de l'obligation pour chaque époux de contribuer aux charges communes. Le patrimoine réservé comprend tous les produits personnels de la femme, les économies qui en proviennent et les biens acquis en emploi de ces économies ; telle est la situation de toute femme mariée à peine de nullité de toute clause contraire portée dans son contrat ; la femme a l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens ; elle n'a plus besoin d'autorisation pour acheter, vendre, emprunter, plaider, hypothéquer, et en général pour contracter, sauf à titre gratuit.

Une seule condition est exigée pour la validité des actes relatifs au pécule réservé : la justification par la femme, par acte de notoriété ou autrement, qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari. Les biens ainsi réservés à la femme mariée, dont elle sera admise à établir la provenance par toute preuve, même par témoins au-dessus de 150 francs, mais non par commune renommée, pourront être saisis par ses créanciers personnels et aussi par les créanciers du mari ayant contracté avec lui dans l'intérêt du ménage (ce qu'ils devront établir). Mais réciproquement les créanciers de l'épouse (non autorisée ni expressément ni tacitement), pour dettes intéressant le ménage, auront la faculté de poursuivre le remboursement de leur créance sur les biens du mari et sur ceux de la communauté.

Ces pouvoirs ne sont conférés à la femme que sauf abus par elle : quand ils auront été employés à une autre affectation que l'intérêt du ménage, le mari pourra, en le prouvant, faire prononcer le retrait total ou partiel, sauf à la femme à se faire rétablir plus tard dans ses pouvoirs. C'est la seconde partie de la loi, qui sanctionne l'obligation pour les époux de contribuer sur leurs salaires aux besoins de la famille. Faute par l'un des époux de subvenir suivant ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari en vertu d'un jugement exécutoire

par provision et susceptible d'être ultérieurement modifié, l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher immédiatement sans autre procédure tout ou partie du produit du travail de son conjoint. En outre, les biens réservés conservent leur condition de biens communs quand les époux sont mariés sous un régime de communauté pour le partage. A la dissolution du mariage, ils entrent dans la masse partageable, mais la femme a la faculté de les reprendre en renonçant à la communauté et le même droit appartient à ses héritiers en ligne directe. Sous les régimes d'exclusion de communauté, les biens réservés sont propres à la femme. Enfin, la loi nouvelle est rétroactive ; les femmes mariées avant sa promulgation profitent de la réforme.

Les *caractères* de cette réforme doivent être mis en lumière. C'est une loi d'ordre public, rétroactive, et des plus générales, soit quant aux biens soit quant aux personnes.

I. — *La loi du 13 juillet est d'ordre public* : « Sous tous les régimes, porte l'article 1^{er}, et à peine de nullité de toute clause contraire du contrat de mariage, la femme a sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant les mêmes droits d'administration que l'article 1449 donne à la femme séparée de biens ». Ainsi la femme ne pourrait pas, par une clause insérée dans son contrat de mariage,

renoncer aux droits qui lui sont conférés par la loi nouvelle ; l'efficacité de la réforme est ainsi assurée. On a dit, sans doute, que ce caractère d'ordre public était contraire au principe de la liberté des conventions matrimoniales, Telle a été l'objection formulée par M. Guillier, au Sénat : mais elle a été écartée par le motif que les fiancés imprévoyants ou ignorants accepteraient toujours de renoncer à la libre disposition de leurs gains personnels ou de leurs économies (1).

Quelles sont les clauses qui sont ainsi interdites ? Ce sont toutes celles qui tendraient à déroger à la loi en modifiant la capacité de la femme mariée sur ses gains et salaires, sans distinction de régimes ; ainsi devraient être frappées de nullité les clauses qui, insérées dans un contrat de mariage passé depuis la promulgation de la loi, auraient pour objet de supprimer ou de restreindre les droits nouveaux de la femme ou ceux accordés à ses héritiers en ligne directe par l'article 5, § 2 ; car eux aussi acquièrent une capacité nouvelle qui, dans cette mesure, est d'ordre public ; les héritiers en ligne directe de la femme ne pourraient donc être privés de la faculté de renoncer à la communauté, tout en gardant les biens réservés francs et quittes de toute dette ; car la constitution d'un patrimoine réservé intéresse

1. *J. O. Sénat*, 25 mai 1907, p. 660 et s.

autant l'entretien des enfants que les besoins du ménage ; une clause du contrat de mariage ne saurait donc priver les enfants d'une mesure de protection qui est établie aussi en leur faveur. De même seraient nulles les stipulations tendant à restreindre pour la femme le droit d'ester en justice sans autorisation, le droit de garder ses biens réservés tout en renonçant à la communauté, le droit de prouver par témoins l'origine et la consistance de son patrimoine réservé.

La loi ne parle que des clauses contraires portées dans le contrat de mariage. Faudrait-il en conclure qu'elle peut pendant le mariage, renoncer aux droits qu'elle possède sur ses biens réservés ? Il ne faut pas hésiter à répondre négativement ; la loi pose un principe d'ordre public qui ne saurait être tourné par aucune convention particulière ; l'épouse ne pourra donc renoncer à ses droits ni par contrat de mariage ni au cours de l'union conjugale. Faut-il en conclure que la femme n'a pas le pouvoir de conférer un mandat à son mari, pour accomplir des actes juridiques relatifs aux produits de son travail ? M. Viollette a soutenu que la loi privait la femme de la faculté de déléguer au mari ses pouvoirs d'administration sur les biens réservés (1). Mais il résulte des déclarations de

1. *Journal Officiel*. Chambre, 1907, p. 961, col. 2. Doc. Parl.

M. Maurice Faure que jamais on n'a entendu restreindre la liberté de la femme à ce point de vue (1). On ne peut sans texte exprès prohiber le mandat général ou spécial entre époux ; or rien dans la loi ne permet d'inférer une prohibition aussi singulière. D'ailleurs le mandat n'implique ni une renonciation de la femme à ses droits, ce qui serait contraire à l'article 6 du Code civil, ni une dérogation aux conventions matrimoniales, car celui qui donne mandat est réputé avoir accompli l'acte lui-même.

Rien ne s'oppose donc à ce que la femme qui ne se soucie pas d'administrer ses biens réservés en confie la gestion à son mari ; elle aurait d'ailleurs toujours la faculté de revenir sur cette délégation.

A l'inverse, les clauses extensives de la nouvelle capacité de l'épouse devront être autorisées, dans la mesure où elles ne violent pas les intérêts généraux et pourvu qu'elles tendent toujours au but imposé par la loi, savoir l'intérêt du ménage. Il y aurait donc lieu de reconnaître comme valable la clause abandonnant à l'épouse l'intégralité de son pécule réservé à titre de préciput en cas d'acceptation de la communauté ; ce prélèvement respecterait les principes ; il ne limiterait pas le gage des créanciers de la femme, ni de ceux du mari ayant contracté avec lui dans l'intérêt du ménage ; ceux-ci pourraient tou-

1. *Journal Officiel*, 1907, Déb. Parl., p. 660 et 661.

jours saisir les biens composant le préciput. Contre le mari, ses héritiers, ses créanciers personnels à raison de dettes non contractées dans l'intérêt du ménage, la clause préciputaire aura pour effet de libérer la femme, en cas d'acceptation de la communauté, de l'obligation de partager les produits de son travail avec les représentants du mari.

On pourrait également admettre la validité d'une clause autorisant le prélèvement préciputaire des biens réservés par la femme pour le cas où celle-ci se trouverait en présence d'héritiers autres que les enfants nés du mariage : « Il y a, en effet, quelque chose d'exorbitant, écrit M. Saleilles, lorsque la femme se trouve en face d'héritiers du mari, qui ne soient que des parents plus ou moins éloignés, à l'obliger, même au cas d'acceptation de la communauté, à partager avec eux ce qu'elle a gagné elle-même, et les économies faites par elle sur les produits de son travail (1) ; cependant le savant auteur n'admet pas la validité de cette clause, parce que la loi de 1907 apportant une exception aux règles générales de la communauté, doit être limitée dans son application aux conditions précises fixées par la loi.

Mais incontestablement devrait être considérée comme nulle une clause réservant à d'autres héritiers

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1907, p. 586.

qu'à ceux en ligne directe le droit de conserver en propre les biens réservés de la femme en renonçant à la communauté. Il n'y aurait là rien de conforme au but voulu par la loi de 1907 : l'intérêt du ménage ; car les héritiers autres que les enfants ne s'y rattachent pas. Et de même devraient être interdites la clause de reprise d'apport franc et quitte de toute dette de communauté en cas de renonciation (art. 1514) car les biens réservés doivent servir de gage aux dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage ; et aussi la clause qui exclurait de la communauté les biens dont il s'agit (art. 1498 et 1500) de manière à les soustraire à la fois aux créanciers du ménage et au partage du fonds commun.

La nullité de toutes les clauses contraires à la loi serait évidemment une nullité absolue : toute nullité est, en effet, présumée absolue, à moins que la loi n'ait expressement réservé à certaines personnes le droit de la provoquer ou qu'une restriction ne résulte virtuellement du motif sur lequel elle est fondée (1). Or, l'article 1^{er} ne formule pas de réserve. Par suite la nullité de la clause pourrait être invoquée par tous les intéressés et ne serait susceptible ni de confirmation ni de prescription ; mais, à notre avis, elle n'entraînerait pas la nullité du contrat de

1. Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 5^e édit., t. I, par. 37, p. 183.

mariage lui-même car l'article 1^{er} prononce seulement la nullité de la clause. En outre, la responsabilité du notaire qui, dans la rédaction du contrat de mariage, insérerait des clauses de nature à restreindre la loi de 1907 serait certainement engagée ; il y aurait là une erreur juridique assimilable à une faute lourde, ou tout au moins une méconnaissance profonde des devoirs de sa profession.

II. — Etant d'ordre public, la loi de 1907 est *rétroactive*, en ce sens qu'elle s'applique même aux situations antérieures à sa promulgation, de sorte que celles-ci ne pourraient produire de conséquences qui seraient en contradiction avec la loi nouvelle. L'article 11 le déclare expressément : « Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation ». Il résulte de là que toutes les femmes, qu'elles se soient mariées avant ou après la promulgation de la loi, profiteront du nouveau texte et auront désormais la libre disposition de leurs salaires : « Il serait très peu satisfaisant, écrit M. Pichon, que, de deux femmes vivant et travaillant côte à côte en 1908, l'une put toucher et administrer librement ses salaires parce qu'elle a été mariée dans la seconde moitié de l'année 1907, alors que le mari de l'autre pourrait disposer à son gré des gains de celles-ci, parce que

son mariage a été célébré dans la première moitié de cette même année (1). »

Mais quel sera le point de départ de cette rétroactivité ? Faudra-t-il comprendre dans le calcul de la masse du pécule réservé tous les biens provenant du travail personnel de la femme depuis le jour du mariage, ou bien convient-il d'en limiter la composition aux biens acquis par la femme laborieuse depuis la promulgation de la loi ? Nous estimons que le patrimoine réservé ne peut être formé que des biens gagnés par la femme depuis la promulgation de la loi de 1907 ; permettre aux femmes mariées de réclamer pour elles le produit de leur travail antérieur serait porter atteinte à des droits acquis et troubler la sécurité des transactions ; c'est d'ailleurs en ce sens qu'ont statué des lois étrangères, notamment la loi anglaise du 9 août 1870, article 1, et la loi genevoise du 7 novembre 1894, article 7 (2).

III. — La loi de 1907 est des plus *générales quant aux biens*. — Le but principal de la loi de 1907 a été de diminuer les pouvoirs que le code de 1804 conférait au mari sur les produits du travail de la femme. Le législateur a voulu que la femme put toucher seule les produits de son travail et en

1. Pichon. *Du libre salaire de la femme mariée*, *Revue critique*, 1908, p. 424.

2. Cf. Pichon, *Ibid.*, p. 425.

disposer librement. Le meilleur moyen d'éviter les abus était d'organiser la gestion par la femme de la manière la plus large possible, pour que l'autorisation nécessaire jusque-là à la femme pour l'emploi de ses gains n'eut plus à jouer aucun rôle. Aussi la loi s'applique-t-elle non seulement aux salaires et en général à tous les produits du travail personnel de la femme, mais encore aux économies provenant de ses gains, aux acquisitions mobilières ou immobilières faites en emploi de ses économies et aux revenus de tous ses biens ; c'est ce qui résulte des dispositions de l'article premier de la loi et des travaux préparatoires : « La loi, a déclaré M. Guillier, devant le Sénat, aura une portée générale... Nous élargissons le texte voté par la Chambre des députés en 1896, qui ne visait que les produits immédiats et directs du travail... Ainsi limitée, la réforme était incomplète ; il ne suffit pas de donner à la femme le droit propre et exclusif de recevoir librement les sommes qu'elle a laborieusement gagnées, il faut qu'elle puisse les gérer et les accumuler (1). »

A. — *Produits du travail personnel.* — Si les gains résultant du travail commun des deux époux restent soumis à la législation antérieure, ceux formant la rémunération du travail personnel de la femme subissent une condition nouvelle, et, quel que soit

1. *Journal Officiel* du 15 mai 1907, p. 621.

leur caractère, ils constituent des biens réservés : salaires, gages, honoraires, traitements, droits d'auteur, bénéfices industriels, commerciaux, etc. Sont encore bien réservés les biens qui forment plutôt le produit d'une générosité que la rémunération d'un service rendu : pourboires, étrennes, prix et récompenses dans les expositions et concours (1).

Cette somme entre dans le patrimoine de la femme à l'occasion d'un travail fourni par elle ; cela suffit pour qu'elle soit comprise dans son pécule. Le travail étant encore la cause indirecte des allocations qui sont accordées à titre d'indemnités résultant d'un accident du travail survenu à la femme au cours du mariage, ou à titre de rente et pension obtenue par la femme à l'occasion d'une profession, il résulte que ces sommes feront encore partie du pécule et seront laissées à la libre disposition de la femme ; mais il convient de remarquer que la femme n'acquerra de droit personnel sur les produits de son travail que si ce travail a été exécuté au cours de l'union conjugale. S'il s'agit de la rémunération de l'activité déployée par la femme avant le mariage, les sommes qu'elle touchera de ce chef tomberont dans la communauté comme les autres sommes qu'elle possédait au jour de la célébration du

1. Morin. *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*. Thèse, 1908, page 93.

mariage ; on ne peut soutenir, en effet, dans cette hypothèse, que les valeurs dont il s'agit ont été acquises dans l'intérêt du ménage. Toutefois, il semble que les arrérages d'une pension de retraite accordée pour travail antérieur au mariage, ou tout à la fois antérieure et postérieure à la célébration de l'union conjugale doivent demeurer à la libre disposition de la femme, parce que ces arrérages représentent pour elle l'équivalent d'appointements qu'elle ne peut plus gagner. La même solution est admise en Allemagne, pour les rentes et pensions servies à la femme mariée en vertu des lois sur les assurances ouvrières, sur les assurances en cas de maladie (loi du 15 juin 1883), d'accidents (art. 68 de la loi du 6 juillet 1884 et 73 de la loi du 6 mai 1886), d'invalidité ou de vieillesse (art. 40 de la loi du 22 juin 1889) (1).

B. — Si la femme a *réalisé des économies* ou *acquis des biens* avec les produits de son travail, les mêmes droits lui seront reconnus sur ces valeurs que sur ses gains proprement dits ; le législateur a répudié, sur ce point, la solution adoptée par les lois belge, suédoise et la loi du canton de Neuchâtel antérieure au Code civil suisse. En effet, d'après les lois suédoises de 1874 et de 1896, le mari est bien privé du droit de percevoir et de dépenser les gains

1. Cf. Pichon. *Revue critique*, 1908, p. 413.

de sa femme au moment où celle-ci les acquiert, mais par la suite son droit reparaît, car les biens qu'elle se procure par achat ou par échange contre ses gains entrent dans la communauté et représentent des valeurs communes soumises aux droits d'administration et de disposition du mari (1).

De même la loi de Neuchâtel de 1897, antérieure au Code civil suisse, ne donne pas à la femme le droit d'économiser ses salaires pour les besoins du ménage. Enfin la loi belge du 10 mars 1900, article 30, permet bien à l'épouse de toucher seule son salaire et d'en disposer pour les besoins du ménage, mais sur les placements réalisés par elle le mari reprend tous ses droits. Il n'y a exception que pour les instruments de travail de la femme et pour les versements faits à la caisse d'épargne, qu'elle peut retirer jusqu'à concurrence de 100 francs par mois. En France, on a vite compris que la réforme serait inutile si l'élargissement des pouvoirs de la femme se limitait à ses salaires et ne s'étendait pas aux économies amassées sur ses biens comme à ces derniers eux-mêmes. Ce point de vue n'a d'ailleurs pas toujours été aperçu lors de la discussion de la loi, et le rapport de M. Goirand, à la Chambre des députés en 1896, assi-

1. D'olivecrona. *Revue de droit international et de législation comparée*, Bruxelles, t. XV, p. 54.

gnait nettement aux économies réalisées par la femme la qualité de biens communs (1).

Les idées de M. Goirand n'ont pas prévalu, et on doit s'en féliciter, car une réforme aussi timide n'aurait pas beaucoup amélioré la situation de la femme. Il importe que celle-ci acquière les plus larges pouvoirs non seulement sur les produits de son travail, mais aussi sur les économies qui en proviennent, ainsi que sur les valeurs mobilières ou immobilières qu'elle a acquises pour leur servir d'emploi ; c'est précisément la constitution d'une épargne pour les mauvais jours qui importe à la famille ; la protection des intérêts économiques de la femme sera inefficace si le pécule ne comprend pas les économies. En fait, si le mari pouvait toucher aux placements opérés par sa femme, les mêmes abus resteraient à craindre. Il est probable que la solution actuelle est passée dans la loi grâce aux arguments développés devant la Société d'études législatives dans l'élaboration du projet de cette société, relatif aux gains et salaires de la femme mariée. L'article 1 de ce projet stipulait en effet expressément que les pouvoirs de l'épouse seraient étendus aux économies réalisées par elle sur les produits de son travail (2), et telle est

1. *J. off.*, Chambres, 1895, annexe n° 1609, p. 43.

2. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 464.

la solution que la loi de 1907 a finalement admise. De même, les biens ou valeurs que la femme a acquis au moyen de son travail viennent par une sorte de subrogation réelle remplacer dans le pécule de la femme les bénéfices que celle-ci s'était procurés par son travail. En effet, d'après l'article 1, § 2, la femme peut faire emploi des économies réalisées sur ses biens en achat de meubles ou d'immeubles ; elle peut donc opérer des dépôts dans les banques, des prêts hypothécaires, des achats de biens de toute nature, des versements aux sociétés de secours mutuels, aux caisses de retraite, aux caisses d'épargne, et ainsi se trouve modifiée dans une certaine mesure la loi du 20 juillet 1895 pour les dépôts effectués par la femme dans les caisses d'épargne avec l'argent provenant de son travail ; il s'agit là de biens réservés auxquels le mari ne pourra plus toucher.

À l'étranger, presque tous les pays qui se sont occupés de l'amélioration des intérêts économiques de l'épouse ont attribué la qualité de biens réservés non seulement aux gains réalisés par elle, mais encore aux économies et aux acquisitions faites en emploi ; c'est ainsi qu'en Angleterre l'article 1 de l'acte du 9 août 1870 spécifie que sont traités comme propriété particulière de la femme non seulement ses gains mais aussi tous les placements de salaires. Les lois danoise et norvégienne (7 avril 1899 et

29 juin 1888) contiennent les mêmes règles. Le code civil allemand (§ 1370) déclare biens réservés toutes les acquisitions que la femme réalise en vertu d'un acte juridique se référant au patrimoine réservé.

On s'est demandé si la femme pourrait se constituer des biens réservés autres que ceux qui lui sont reconnus par la loi. Un donateur ne pourrait-il pas, par exemple, attribuer ce caractère aux biens meubles ou immeubles objets d'une libéralité qu'il ferait à l'épouse (1) ? Bien que cette question ne concerne guère que les classes aisées, car, dans le monde ouvrier, les libéralités ne sont pas fréquentes, il y aurait un avantage évident à ce que de semblables clauses fussent possibles, étant donné que, dans tous les milieux, la femme peut se trouver en face d'un mari qui ne lui fournit pas les sommes nécessaires à l'entretien du ménage d'après sa condition sociale. M. Saleilles estime que cette stipulation serait valable au moins pour les revenus : la femme aurait la faculté de disposer de ses revenus avec la même liberté que celle dont elle jouirait aujourd'hui s'il s'agissait des produits de son travail personnel. Mais l'opinion contraire paraît préférable ; on a fait remarquer en sens contraire, et avec raison, ce sem-

1. Saleilles. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1907, p. 589.

ble, que, si la loi de 1907 a apporté une notable dérogation à l'incapacité de la femme mariée, cette incapacité n'en reste pas moins la règle générale. Or, permettre à la femme de se constituer, ou à un tiers de lui attribuer, des biens réservés, ce serait créer au profit de la femme, en dehors de l'objet même de la loi de 1907, des pouvoirs plus étendus que ceux dont elle jouit actuellement en vertu du régime matrimonial le plus libéral, la séparation de biens : même alors la femme ne peut ni aliéner ses immeubles ni plaider sans l'autorisation de son mari et l'aliénation des meubles est limitée par les besoins de l'administration. Il nous paraît donc incontestable qu'un tiers donateur ne pourrait placer les biens objets de la libéralité sous la condition du pécule réservé ; et la femme elle-même ne pourrait user de ce droit, lors de la rédaction de son contrat de mariage, à l'égard de biens autres que ceux provenant de son travail, car le contrat de mariage est soumis à l'observation de certaines règles d'ordre public tracées notamment dans l'article 1388, qui défend d'éluder le principe de l'incapacité de l'épouse.

Si générale que soit la réforme de 1907, elle ne s'étend pas aux gains qui résultent du travail commun des deux époux (art. 1, dernier alinéa). Il y a là une disposition qui rappelle l'article 5 du Code de commerce, aux termes duquel la femme commerçante ne jouit plus du bénéfice des règles de faveur

établies pour elle lorsqu'elle exerce un commerce ou une industrie en collaboration avec son mari. Une solution analogue était déjà indiquée dans les divers projets débattus à la Société d'études législatives (1). Nous n'apercevons pas de bonnes raisons pour justifier cette solution. Puisque la loi nouvelle a accordé à la femme le droit d'administrer ses gains et salaires et d'en disposer, il aurait fallu n'apporter aucune dérogation à la règle, lorsque ce travail de la femme s'exerce en commun avec le mari ; les produits auraient pu en être facilement déterminés au moyen d'une comptabilité régulièrement tenue, ce qui a lieu toujours dans l'hypothèse la plus fréquente : celle d'un commerce entrepris en commun (2).

III. — *Preuve de la composition du pécule.* — La condition spéciale à laquelle est assujetti le pécule réservé suppose qu'aucune difficulté n'existe en ce qui concerne la qualité de ces biens. Ils sont administrés par la femme ; elle seule en dispose ; ils sont exclusivement le gage des créanciers de la femme ou de ceux qui ont contracté avec le mari dans l'intérêt du ménage ; enfin l'épouse a le droit de les reprendre, à la dissolution du mariage, même en cas de renonciation à la communauté. On conçoit dès lors que

1. Bull. de cette société, 1902, p. 39, 55, 205, 464.

2. Cf. Pichon, *Revue critique*, 1908, p. 415.

quatre catégories de personnes soient intéressées à savoir si tel ou tel bien présente le caractère de bien réservé, ce sont : 1° les tiers avec qui la femme veut contracter ; 2° les créanciers personnels de la femme ; 3° ceux du mari ou de la communauté ; 4° le mari et ses héritiers (1). Il importe d'éviter des fraudes qui pourraient nuire soit aux tiers, soit au mari ou à ses représentants ; pour cela, la preuve de la consistance du pécule doit être établie.

1° *Preuve à l'égard des tiers avec qui la femme contracte.* — Sur ses biens réservés, la femme a des pouvoirs de disposition, donc le droit d'accomplir des actes qui seraient impossibles relativement aux autres biens de communauté ou à son patrimoine propre. La femme devra d'abord, ce qui lui sera facile, justifier de l'exercice d'une profession lui procurant des bénéfices ; la loi de 1907 (art. 1^{er}, al. 4), se borne à mentionner comme moyen de preuve un acte de notoriété ou tout autre moyen mentionné dans la convention. La femme est donc admise à démontrer, sans être contrainte à produire des justifications très précises, qu'elle traite sur les biens de son pécule, et que par suite les tiers n'ont rien à craindre des poursuites de son mari ou des créanciers de celui-ci. La loi ne va pas plus loin et la femme est dispensée de fournir la preuve de l'origine des

1. Pichon, *Revue critique*, p. 294 et suiv.

deniers dont elle veut faire emploi ou des biens qu'elle met en vente. Le tiers avec qui elle traite peut se libérer entre ses mains sans courir le risque d'avoir à payer une seconde fois. Dès qu'il est constant que la femme exerce une profession distincte, elle est réputée traiter sur des biens dont elle a la libre disposition ; il est présumé que les valeurs au sujet desquels l'acte est passé ne proviennent nullement des sommes plus ou moins importantes que le mari a pu remettre à la femme pour les besoins du ménage. On a écarté un système qui a été défendu à la Société d'études législatives, et par M. Gourju au Sénat (1), en vertu duquel elle devait prouver que les biens ou valeurs objets de l'opération constituaient des produits de son travail ; une telle exigence aurait pu compromettre, a-t-on dit, tout le fonctionnement de la loi dans la pratique ; si les tiers n'avaient pas été rassurés sur le sort des contrats passés avec la femme, il n'auraient pas manqué d'exiger le concours du mari et la femme n'aurait pu agir seule relativement à son pécule. En sorte que la nécessité de l'autorisation maritale se serait toujours imposée contrairement au but du législateur. L'efficacité du régime nouveau est bien mieux assurée avec la présomption légale que l'argent servant aux opérations de la femme provient de son travail personnel.

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, p. 455, 462, 464, année 1902.

La preuve requise doit résulter soit d'un acte de notoriété, soit de tout autre moyen suffisant, ce que les tiers contractant avec la femme auront à apprécier. La présomption établie par la loi est d'ailleurs irréfragable.

2° *Vis-à-vis du mari ou de ses héritiers*, la femme, est tenue d'après l'article 4, en cas de contestation, d'établir par toute preuve de droit, même par témoins, mais non par commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés. Faudra-t-il donc que la femme qui veut revendiquer un bien qu'elle prétend compris dans son pécule fournisse une preuve écrite ou tout au moins un commencement de preuve par écrit ? La loi n'a pas montré cette rigueur, puisqu'elle lui permet d'employer même la preuve par témoins. Mais il appartiendra à la femme d'établir la qualité des biens réservés avant d'en exercer la reprise ; c'est conforme aux principes généraux qui mettent à la charge de celui qui demande à exercer un droit la justification de ce droit ; il s'agit d'ailleurs d'une dérogation au droit commun ; la femme qui cherche à s'en prévaloir doit prouver que sa prétention est justifiée. L'admission de la preuve testimoniale entraîne, par voie de conséquence, celle par présomption ; la loi écarte seulement la preuve par commune renommée qui, en raison de son caractère dangereux, n'est permise que dans des hypothèses fort rares et pour punir

quelqu'un qui, en mesure de se procurer une règle régulière, a négligé d'y recourir (art. 1415 et 1504 du Code civil) ; elle est autorisée notamment au profit de la femme contre le mari qui a omis de faire inventorier un mobilier à elle échu pendant le mariage (art. 1442), contre le conjoint survivant qui n'a pas fait procéder à l'inventaire des meubles de la communauté. L'exclusion de la commune renommée n'aura, au surplus, aucune conséquence pratique, car les éléments qui la constituent peuvent être retenus par le juge à titre de présomption.

3^e *Preuve à l'égard des créanciers du mari ou de la communauté.* — Il ne peut s'agir, bien entendu, que des créanciers qui n'ont pas contracté dans l'intérêt du ménage ; il incombera encore à la femme (art. 4) de prouver que le bien est un bien réservé, et que, par suite, il ne saurait être atteint par les créanciers de cette catégorie ; mais les moyens mis à sa disposition sont, comme tout à l'heure, simplifiés ; elle pourra établir par toute preuve de droit et même par témoins la consistance de ses biens réservés, à l'exclusion seulement de la preuve par commune renommée. Dans la pensée des rédacteurs de la loi, l'exigence de justifications d'un autre ordre, comme un inventaire ou même une attestation écrite émanant du patron contre la femme, aurait rendu impossible dans la pratique le fonctionnement du régime nouveau. On a objecté

que la loi nouvelle était ainsi de nature, en accordant de semblables facilités de preuves à la femme⁽¹⁾, à porter atteinte à la sécurité des créanciers et aux besoins du crédit. Mais on a répondu que la situation de ces créanciers n'est nullement sacrifiée ; il leur sera très facile de déjouer une fraude qui consisterait dans la majoration du pécule ; il leur suffira de prendre la précaution d'exiger le concours de l'épouse, et ainsi ils acquerront une action sur les biens qui le composent, à moins que la cause de l'engagement du mari ne soit ni licite ni avouable.

4^o *Vis-à-vis des créanciers personnels de la femme.*

— Comment fonctionne la preuve de la consistance du pécule réservé ? Ces créanciers ont intérêt à être fixés, car ils peuvent, dans tous les cas, saisir les biens réservés. A qui incombe, dès lors la charge de la preuve ? Est-ce à eux de prouver que le bien qu'ils prétendent saisir a été acquis par la femme par les produits de son travail ? Le mari doit-il au contraire démontrer que, sur les biens poursuivis, la femme n'avait pas qualité pour s'engager, attendu qu'ils font partie de la communauté ou du patrimoine personnel du mari ? La loi garde le silence sur cette question. On doit donc la résoudre au moyen

1. Sourdois. « *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail* », *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 555 et s.

des principes généraux : or, en cas de communauté, tous les biens sont présumés communs (art. 1402 et 1499) ; c'est donc aux créanciers personnels de la femme, qui prétendent soustraire certains biens à la communauté, d'en apporter la preuve. Si le régime matrimonial adopté est la séparation de biens, il est généralement admis que, par suite de la confusion qui règne en fait entre les fortunes mobilières des deux époux, les créanciers de l'un ou de l'autre peuvent saisir les meubles composant les deux patrimoines, sauf à l'époux propriétaire à prouver son droit de propriété sur les objets qu'il désire soustraire aux poursuites. Il appartiendra, par suite, au mari d'établir que les biens saisis doivent échapper à cette voie d'exécution comme lui étant personnels. Tous les moyens sont admis pour appuyer la demande du mari ou, au contraire, celle des créanciers de la femme (1).

A l'étranger, la question de preuve reçoit des solutions différentes suivant les législations. Les lois danoise et norvégienne appliquent purement et simplement les règles du droit commun pour établir la composition du patrimoine réservé. Le Code civil allemand distingue, pour les conditions de la preuve, les rapports de la femme avec le mari et sa situation vis-à-vis des créanciers de celui-ci. Quand la femme

1. Pichon, *loc. cit.*, p. 301

soutient qu'un bien est réservé, il n'y a pas de présomption admise en sa faveur contre son mari, et elle doit justifier sa demande par tous les moyens admis en droit commun. Au contraire, vis-à-vis des créanciers du mari, le paragraphe 1362 pose en principe que tous les biens du ménage sont supposés appartenir au mari, donc la femme devra établir que cette présomption n'est pas exacte, si elle désire combattre la prétention des créanciers du mari. De plus, en cas de faillite du mari, elle doit démontrer que le bien revendiqué n'a pas été acquis par elle au moyen de deniers que lui avait remis son mari, (art. 45 de la loi des faillites). C'est seulement pour les objets exclusivement destinés à l'usage de l'épouse que les créanciers du mari ont la charge d'établir qu'en fait la femme n'en est pas propriétaire (§ 1362).

Telle est la consistance du patrimoine réservé de la femme ; tels sont aussi les moyens par lesquels il lui est loisible d'en établir la composition, d'après la loi de 1907. Nous avons vu que celle-ci doit être interprétée d'une manière très large. Ce caractère de généralité lui appartient aussi quant aux personnes.

IV. — *La loi de 1907 est encore générale quant aux personnes.* — Cependant ce dernier caractère de la loi n'était pas accepté par les propositions primitives, qui limitaient seulement la réforme à certaines

femmes de condition particulièrement intéressante. Partant de cette idée que le principal défaut du Code est de n'assurer aucune ressource à la femme laborieuse contre les abus de pouvoir du mari, MM. Jourdan, Dupuys-Dutemps et Montaut n'accordaient à la femme le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement que si le mari compromettait par sa conduite les intérêts du ménage ; en d'autres termes, ils ne voulaient améliorer que la situation de la femme abandonnée ; mais cette réforme trop timide présentait l'inconvénient d'obliger la femme à entamer une procédure pour obtenir de la justice des droits personnels sur ses gains, et, par suite, elle risquait de troubler la paix du ménage, en obligeant la femme à révéler dans les détails les secrets de la vie domestique et les vices du mari.

D'autre part, d'après le projet de M. Cauwès, la protection des salaires de la femme n'était pas instituée de plein droit ; cette protection n'était assurée qu'aux femmes qui avaient déclaré, sur une interpellation de l'officier de l'état civil, lors de la célébration du mariage, vouloir conserver la libre disposition de leurs gains. Le système adopté en 1907 est beaucoup plus large : la loi s'applique à toutes les femmes qui travaillent et qui exercent une profession distincte de celle de leur mari. Aucune distinction n'est posée entre les femmes de condition

modeste et les autres ; il n'y a pas à distinguer davantage suivant le régime matrimonial qui a été adopté lors du mariage ; le bénéfice de la loi s'applique à toutes les épouses qui ont passé un contrat sans rien y spécifier quant à leurs gains et salaires : « La solution à donner, écrit M. Guillouard, ne repose sur aucun motif qui soit spécial à la communauté légale. Elle est dictée par un motif de protection pour la femme mariée, par le désir de sauvegarder les intérêts de la famille contre la mauvaise administration du mari, et ce motif existe aussi bien sous le régime de la communauté conventionnelle, le régime exclusif de communauté et le régime dotal avec société d'acquêts, que sous celui de la communauté légale (1).

Donc, sous tous les régimes, indépendamment de toute réserve ou de toute spéculation, la femme acquiert des droits nouveaux sur les produits de son travail. C'est un régime de droit commun qui se trouve ainsi institué. Toutes les femmes qui sont liées par un contrat de louage de services, ouvrières, employées, professeurs, directrices de sociétés, femmes exerçant une profession libérale, sont ainsi admises à profiter de la réforme ; et, en effet, il était inadmissible de restreindre la loi aux femmes des ouvriers, car les dispositions légales concernant seulement certaines clas-

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 228.

ses déterminées de citoyens ne peuvent pas donner de brillants résultats. En outre, la femme riche peut, par la suite, éprouver des revers de fortune et cette situation aussi commandait une amélioration.

Certaines difficultés avaient été envisagées relativement à la femme exerçant un commerce ou dirigeant une industrie ; en effet, presque toujours le fonds de commerce exploité par la femme mariée a été acheté par les deniers de la communauté ; n'y avait-il donc pas lieu de distinguer dans les gains commerciaux ou industriels le revenu des capitaux avancés par le mari ou la communauté, et la stricte rémunération de l'activité de la femme ? Mais le législateur ne s'est pas arrêté à cette complication et la femme commerçante bénéficie de la loi nouvelle. La situation de la femme commerçante a donc été améliorée par la loi de 1907. Auparavant elle avait seulement la faculté, une fois autorisée à faire le commerce, de passer librement tous les actes relatifs à son négoce : mais les bénéfices capitalisés et non consacrés à l'extension de ses affaires retombaient sous l'administration et les pouvoirs du mari ; ils restaient les gages des créanciers personnels de ce dernier. De ce régime, il subsiste seulement que la femme ne peut entreprendre ou continuer un commerce qu'avec l'autorisation maritale ou judiciaire ; mais elle possède tous les droits sur les bénéfices de son commerce, qui désormais ne seront plus le gage des créanciers de la

communauté ni des créanciers personnels du mari qui n'auront pas traité dans l'intérêt du ménage. En outre, en cas de renonciation à la communauté, la femme conservera à titre de propres les biens réalisés par elle dans un commerce indépendant ; la femme acquerra ainsi l'administration, l'emploi et aussi la disposition de tous les profits qu'elle peut réaliser, même de ceux qui ne sont pas affectés à l'exploitation commerciale ; enfin les bénéfices de son commerce échappent à ceux de ses créanciers qui n'auraient pas contracté dans l'intérêt du ménage ; ils peuvent être conservés par la femme même en cas de renonciation à la communauté, et elle a qualité pour agir dans tous les procès relatifs à son commerce.

Puis, nous verrons que pour la femme ayant la latitude de faire emploi des produits de son travail l'impossibilité pour elle d'entrer dans une société sans l'autorisation de son mari ne saurait être maintenue.

Une autre conséquence de la nouvelle loi sur la condition de la femme commerçante consiste dans les pouvoirs propres d'administration et de disposition que la femme possède désormais sur les bénéfices réalisés par elle dans une industrie ou l'exercice d'un commerce séparé ; mais il reste toujours certain que l'épouse ne peut entreprendre une profession commerciale sans l'autorisation toujours révocable de son mari. Dès lors, la femme commerçante

ne cesse pas d'engager par ses dettes les biens communs et les biens personnels du mari (1).

A l'étranger, la femme est généralement protégée sans qu'elle ait besoin d'introduire une clause spéciale dans son contrat ou une action en justice. Ainsi, la loi belge du 10 mars 1900 s'applique à la femme, sous quelque régime qu'elle soit mariée (art. 30) ; la même disposition était insérée dans la loi genevoise du 7 novembre 1894. Mais en Allemagne, le législateur n'a créé de biens réservés légaux que sous le régime de droit commun, celui de communauté, d'administration et de jouissance. Des deux autres régimes institués par le code, l'un, la séparation, ne comprend pas manifestement l'application de biens réservés, puisque ceux-ci supposent une délimitation et une différenciation d'avec les autres biens qui résultent déjà des règles générales du régime. Quant à la communauté, on n'y rencontre pas de biens réservés de plein droit ; la femme ne peut obtenir la protection de ses gains et salaires qu'à la condition de leur assigner dans son contrat de mariage la qualité de biens réservés.

1. Article 5 du Code de commerce ; *sic* Pichon, *loc. cit.*, p. 412. *Contra* Valéry, « *Les femmes commerçantes et la loi de 1907* », *Annales de droit commercial*, 1907, p. 296 et s.

CHAPITRE II

Les droits de la femme mariée sur ses gains et salaires

Sous tous les régimes, la femme possède la faculté de disposer pleinement, sauf à titre gratuit, des produits de son travail et des biens qui en proviennent ; elle peut les administrer, en jouir, les aliéner à titre onéreux, ester en justice à leur occasion, et pour tous ces actes, elle est dispensée de l'autorisation de son mari.

Faut-il en conclure que la *nature juridique* des gains et salaires de la femme soit changée ? En d'autres termes, est-ce seulement pour les pouvoirs de la femme, où même quant à la composition des deux patrimoines sous les régimes matrimoniaux, que des changements essentiels ont été apportés par la loi de 1907 ? La question présente un grand intérêt, car, suivant le sens dans lequel elle sera résolue, les biens et valeurs provenant de son travail personnel conserveront la qualité juridique que leur conférerait le régime matrimonial adopté par les époux, ou, au

contraire, deviendront toujours propriété distincte et séparée de la femme.

Sous les régimes autres que la communauté, la question ne saurait faire de doute ; l'article 5 de la loi de 1907 porte, en effet, que « sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme ». Donc, sous le régime de séparation de biens, la femme garde la propriété de ses gains et salaires comme des autres valeurs de son patrimoine et il n'y a pas de différence entre ces deux groupes de biens, sauf quant aux pouvoirs de la femme, qui sont plus larges sur le pécule réservé. Si le régime adopté est celui d'exclusion de communauté, la femme est aussi propriétaire des valeurs produites par son activité. Sous le régime dotal, c'est aussi à titre de propriétaire que la femme touche ses gains et salaires ; en effet, lorsque le régime dotal est pur et simple, les dispositions relatives aux droits de la femme sur ses gains équivalent à une extension de la clause prévue par l'article 1549, qui permet à la femme de se réserver par contrat de mariage la jouissance de certains biens dotaux. Si le régime dotal est modifié par une société d'acquêts, la situation devient alors la même que dans l'hypothèse d'une communauté, qui sera envisagée *infra*. Y aurait-il quelque chose de changé, si la femme s'était constitué en dot ses biens à venir ? En pareil cas, la jurisprudence et la majorité des

auteurs ont toujours considéré que les produits du travail de la femme se trouvent compris dans la constitution de dot, d'où il résulterait que la jouissance et l'administration de ces biens vont au mari. Mais depuis 1907, c'est la femme qui exerce cette administration et cette jouissance sur les produits de son travail. Aujourd'hui, ces droits sont passés à la femme ; donc les bénéfices réalisés par la femme ne sont plus dotaux ; les pouvoirs que la femme acquiert sur eux ne sont compatibles qu'avec la paraphernalité. La loi de 1907 a donc engendré dans cette hypothèse une transformation de la nature juridique des gains et salaires de la femme. Dès que les époux ont adopté le régime dotal, alors même qu'il y aurait constitution en dot des biens à venir, ou que cette constitution mentionnerait spécialement les produits du travail de l'épouse, les gains et les économies réalisées sur les gains seraient compris dans les paraphernaux.

Il y a plus de difficulté pour le régime de communauté, le plus usuel pour les personnes qui se livrent à un travail personnel. Y a-t-il séparation des patrimoines des deux conjoints quant à la propriété des produits de l'activité de la femme, ou seulement séparation d'administration, conférant à la femme certains pouvoirs sur des biens qui ne cessent pas d'être compris dans la masse commune ? Le texte de la loi (art. 5) et les travaux préparatoires

ne peuvent laisser aucun doute à cet égard : les gains de la femme et les biens acquis par elle avec les économies réalisées sur ses salaires conservent la qualité juridique de valeurs communes, car, d'après l'article 5, ils entreront dans le partage du fonds commun. S'ils font partie de la masse à partager lors de la dissolution de l'union conjugale, c'est qu'ils y figuraient déjà auparavant, en dépit des pouvoirs plus étendus accordés sur eux à la femme. D'ailleurs, c'est seulement pour les « régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, que les biens réservés sont propres à la femme » (art. 5). *A contrario*, demeurent-ils des biens communs sous la communauté.

Certains auteurs auraient voulu que, sous la communauté, la femme acquit la propriété de ce qu'elle gagne par son travail ou par ses épargnes sans que le mari put émettre à la dissolution du mariage, la prétention de venir au partage de ces valeurs. En d'autres termes, on aurait établi une séparation totale quant aux produits du travail de la femme. Ce système a été défendu notamment par M. Saleilles ; pour lui, les gains de la femme doivent former une propriété distincte et séparée : sous la communauté, dès que les droits de la femme sont élargis, on est obligé de faire appel à la théorie séparatiste ; dès lors, pourquoi se contenter de demi-mesures et ne pas modifier nettement la condition juridique des

salaires de la femme ? Le principal intérêt à signaler en faveur de cette conception consistait à soustraire complètement les gains et salaires de la femme à l'action du mari comme aux poursuites des créanciers de ce dernier ; la séparation des patrimoines, nécessaire à l'égard des créanciers, devrait être, dans cette conception, réalisée aussi vis-à-vis du mari. Mais on a objecté fort justement que cette théorie conduisait à des conséquences bien singulières et à une inégalité choquante : dans les ménages où les deux époux travaillent, les gains du mari continueront à tomber dans la communauté ; ceux de la femme en sont exclus. A quoi M. Saleilles a répondu que, la fonction de l'homme étant toute de travail et de labeur, il n'y avait nullement lieu de s'étonner que, ce qu'il gagne, il doive le gagner pour deux (1).

C'était encore une véritable séparation partielle que prononçait pour les gains et salaires l'article 3 du projet de M. Cauwès ; mais ce système a été écarté par le législateur, par le motif qu'une séparation complète des patrimoines, quant aux biens de la femme, risquerait d'engendrer des germes de désunion et de substituer à l'idée de solidarité familiale des conceptions n'ayant en vue que l'intérêt personnel de chaque membre. C'est pour cette raison que

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 144.

la qualité juridique de biens communs a été maintenue aux gains de la femme et aux biens achetés par elle sur la communauté. En définitive, la composition du fonds commun n'est pas changée, c'est seulement sa gestion qui est modifiée. Aujourd'hui, chacun des époux gère séparément les produits de son travail.

Toutefois, trois restrictions importantes ont été édictées dans l'intérêt du ménage : *a*) les dettes contractées par le mari ou par la femme pour les besoins de la famille sont exécutoires sur les gains des deux époux ; *b*) l'un et l'autre pourront saisir et toucher les salaires de celui qui ne contribuera pas spontanément aux dépenses communes (art. 7) ; *c*) enfin, en cas d'abus par la femme, la gestion de ses biens réservés sera confiée au mari avec les anciens pouvoirs que lui conférait sa qualité de chef de la communauté. En définitive, c'est le régime de communauté qui est conservé, atténué par des idées égalitaires en vertu desquelles chaque époux obtient la gestion et la libre disposition de ce qu'il gagne par son travail, sans que les intérêts de l'union conjugale soient sacrifiés. La modification ainsi apportée aux règles traditionnelles du régime de communauté, en ce qui concerne les produits du travail de la femme, reposent sur cette idée que la disjonction des pouvoirs n'entraîne nullement la séparation des patrimoines et ne modifie point la masse à partager.

M. Saleilles a très bien montré que « l'unification des pouvoirs consacrée par le Code civil n'est pas de l'essence de la communauté ; elle n'est que l'exagération de l'idée de puissance maritale, deux choses qu'il faudrait cependant distinguer et ne plus confondre » (1) ; et M. Bufnoir a dit non moins justement que la concession de certains pouvoirs de gestion à la femme sur les biens communs, en reconnaissance de sa qualité d'associée, n'a rien de contraire à l'économie de la communauté (2).

Les législations étrangères ont-elles fourni des indications aux auteurs de la loi de 1907 quant à la nature juridique qu'elles ont attribuée aux produits du travail de la femme ?

Il y a des pays, l'Angleterre notamment, où le régime légal est la séparation de biens, par suite les gains du travail de la femme lui restent propres comme ses autres biens. En Allemagne et en Suisse règne le régime légal de l'union des biens ; le code allemand admet l'institution des biens réservés ; ils sont soumis par le paragraphe 1371 aux mêmes règles que le patrimoine de la femme au cas où elle est mariée sous la séparation des biens. Les produits du travail de la femme lui sont attribués en pleine propriété, mais en compensation des avan-

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 134.

2. *Bull. de la Soc. de lég. comp.*, 1896, p. 175.

tages qu'elle retire d'un travail qui ne rentre pas dans ses occupations normales, la femme doit fournir à son mari sa part contributive aux dépenses communes. Au cas où le régime adopté est celui, non pas de l'union des biens, mais de communauté, les produits du travail de la femme ne constituent pas de plein droit des biens réservés. Il appartiendra aux époux, s'ils le désirent, d'imprimer aux gains des salaires de la femme cette qualité, en rédigeant un contrat de mariage. Enfin, pour ne pas susciter de rivalités entre les époux, dans le cas où ils travailleraient tous deux au dehors, la loi décide que le contrat pourra constituer comme biens réservés les gains du mari au même titre que ceux de la femme. D'où il résulte que l'égalité est assurée entre eux par une stipulation excluant les biens du mari de la communauté.

Le Code fédéral suisse n'a jamais voulu de la séparation de biens, car, suivant le sentiment unanime dans ce pays, « l'opinion générale demande que les deux fortunes soient étroitement associées, comme la vie des deux époux doit l'être elle-même » (1).

Dans les autres pays, qui veulent assurer la protection des produits du travail de la femme, le régime légal est la communauté, et, malgré les droits qui

1. Huber. *Exposé des motifs du Code fédéral suisse.*

sont reconnus à l'épouse, ses gains et salaires ne cessent pas de faire partie du patrimoine commun. C'est le cas de la Suède et de la Belgique, où la qualité de biens communs n'est pas nettement appliquée aux gains de l'épouse, mais existe cependant, puisque c'est en vertu d'une sorte de mandat tacite que la femme est investie du pouvoir de toucher ses salaires et d'en disposer pour les besoins du ménage. La loi norvégienne est plus précise ; l'article 31 de la loi norvégienne du 29 juin 1888 confère à la femme la disposition exclusive de ses biens et économies ; elle peut, par suite, en disposer.

Au Danemark, la qualité de biens communs des biens réservés ne saurait-êtré douteuse, car l'article 27 de cette loi est relatif non aux questions de propriété, mais aux problèmes d'administration ; puis, si la loi de 1899, sur la protection des gains de la femme, a exclu du patrimoine commun plusieurs catégories de biens, comme cette loi est muette sur les salaires de l'épouse, il en résulte qu'ils continuent à faire partie intégrante de la communauté.

La loi finlandaise du 15 avril 1889, tout en attribuant à la femme des pouvoirs spéciaux sur les acquisitions dues à son travail personnel, ne prononce pas contre elles l'exclusion de la communauté.

Ainsi, la plupart des nations européennes se sont efforcées de maintenir une cohésion entre les dispo-

sitions nouvelles et l'ensemble des règles du régime matrimonial existant ; elles ont pensé que là résidait le moyen de donner satisfaction aux aspirations des masses et aux intérêts de la femme, tout en conservant les règles fondamentales de la communauté.

Sur les biens réservés, quels sont *les pouvoirs de l'épouse* ? Pour le savoir, il est indispensable de passer en revue les quatre catégories d'actes qu'un propriétaire est amené à accomplir relativement à son patrimoine, savoir les actes d'administration, les actes d'aliénation, les obligations contractées par l'épouse et grevant son patrimoine réservé, et enfin les actions en justice.

1° *Actes d'administration.* — L'administration des gains personnels de la femme appartenait autrefois au mari ; aujourd'hui cette administration est passée intégralement à la femme. L'article 1 de la loi s'exprime, pour le dire, d'une manière assez obscure ; la formule employée est la suivante : « La femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 donne à la femme séparée de biens. » Or, cette assimilation est loin d'être exacte, et des différences séparent la loi de 1907 de l'organisation de la séparation des biens du Code civil. Le droit de libre administration accordé à la femme par l'article 1 comporte d'abord la possibilité pour elle d'encaisser les produits de son tra-

vail, quelle qu'en soit l'importance ; elle n'a plus besoin d'une autorisation expresse ou tacite et elle n'a pas davantage à redouter d'opposition de la part de son mari. Mais déjà avant la loi de 1907, il était assez rare que la femme ne touchât pas elle-même le produit de son travail ; les mœurs empêchaient le mari d'invoquer les prérogatives dont il était légalement investi. Mais les droits qui étaient ainsi inscrits dans la loi n'en avaient pas moins une existence légale ; il était impossible que le législateur tolérât les abus auxquels ces pouvoirs pouvaient aboutir ; c'est ce qu'a fait la disposition de la loi de 1907, qui est venue supprimer toute antinomie entre les mœurs et la législation ; la femme peut toucher désormais directement les produits de son travail et cela sans autorisation ni concours du mari. Ce dernier ne peut même pas former opposition au paiement et le mari ne peut pas intervenir, sauf dans des hypothèses exceptionnelles, où la femme abuse des pouvoirs qui lui appartiennent et ne s'acquitte pas de son obligation de contribuer pour sa part aux charges du ménage (art. 7).

Avec les salaires qu'elle encaisse, la femme doit d'abord pourvoir aux besoins du ménage ; lorsqu'elle a satisfait à ces nécessités, le législateur l'encourage à constituer une épargne avec le surplus. Déjà, avant 1907, elle avait le pouvoir d'employer les produits de son travail à des dépôts à la Caisse d'épar-

gne (art. 6 de la loi du 9 avril 1881 et 16 de la loi du 20 juillet 1895), à des versements à la Caisse des retraites (art. 13 de la loi du 20 juillet 1886), à des cotisations pour des sociétés de secours mutuels (art. 3-2° de la loi du 8 avril 1898). En outre, lorsque, séparée de biens, elle avait réussi à amasser des économies assez considérables pour former des placements plus importants, elle pouvait, d'après l'opinion commune, acquérir des meubles et des immeubles dans la mesure où ces acquisitions demeuraient des actes d'administration (1). La jurisprudence consacrait la même solution, par le motif que la faculté d'administrer, reconnue à la femme séparée de biens, implique la faculté pour elle d'aliéner les meubles, de les placer ou d'en acheter avec ses capitaux disponibles (Toulouse, 6 juin 1883. D. 85, 2, 75. — Paris, 8 mars 1893. D. 22. 2. 256). Mais la Cour de cassation ne l'autorisait pas à convertir ses capitaux en immeubles (2). La loi de 1907 a donc réalisé sur ce point une réforme considérable, puisque, sous tous les régimes, l'épouse peut employer les produits de son travail et de ses économies en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières ; la loi ne distingue pas d'ailleurs entre les acquisitions au comptant et les opérations à crédit. Dès qu'une

1. Guillouard. *Traité du contrat de mariage*, t. III, n° 1194.

2. Cass., 2 déc. 1885. D. 86. 294 ; S. 86. 1. 97.

occasion favorable se présente, elle doit en profiter, l'emploi est laissé à sa libre détermination. Et il n'y aura pas lieu d'appliquer ici les règles de l'emploi telles qu'elles sont édictées par les articles 1434 et 1435 ; alors même que, dans l'acte d'acquisition, elle n'aurait pas déclaré que l'achat est effectué avec des deniers réservés et pour leur servir d'emploi, la femme conserverait indiscutablement la faculté de prouver par tous les moyens, et même par témoins (art. 4), qu'il s'agit de biens réservés, comme provenant d'économies réalisées sur ses biens personnels.

2° *Actes d'aliénation.* — C'est sur ce point que les pouvoirs de la femme ont été le plus étendus. En effet, d'après le Code civil, la capacité de la femme, même séparée de biens, était très étroitement limitée quant à l'administration. D'après l'article 1538, il lui était interdit d'aliéner ses immeubles ; d'autre part l'aliénation des meubles défendue à titre gratuit, ne lui était permise par la jurisprudence, si elle avait lieu à titre onéreux, que dans les limites nécessaires aux besoins de l'administration (1). L'article 1, § 3 de la loi de 1907 maintient la prohibition des aliénations à titre gratuit, à l'exception bien entendu des cadeaux ou présents d'usage, mais il étend singulièrement les droits de la femme sur ses biens personnels, pour les aliénations à titre onéreux. La

1. Planiol. *Traité de droit civil*, t. III, n° 1451 et s.

femme peut désormais aliéner aussi bien ses meubles que ses immeubles, sans distinguer suivant que cette aliénation est ou non nécessaire à l'administration. On s'explique très bien le système de la loi sur ce point. L'intérêt du ménage ne commande pas des aliénations à titre gratuit, et il est à remarquer que la femme n'aurait pas même le droit d'aliéner à titre gratuit pour l'établissement de ses enfants par mariage ou autrement ; une proposition formulée dans ce sens par M. Grosjean n'a pas été accueillie en 1905 (1). Une donation de biens réservés ne sera donc possible de la part de la femme qu'avec l'autorisation du mari, ou, à défaut de la justice. La loi n'ayant pas prévu la constitution de dot faite aux enfants avec des biens provenant du pécule réservé, nous pensons que, même dans cette hypothèse, l'autorisation maritale demeurera nécessaire.

Quant aux aliénations à titre onéreux, la femme pourra les consentir librement, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, sans limitation aux actes d'administration ; elle peut vendre, transférer, céder, échanger tous ses biens réservés. Incontestablement, la femme acquiert sur des biens communs des pouvoirs plus étendus que ceux qu'elle possède sur ses propres, même en cas de séparation de biens ; mais on a fait remarquer avec raison, lors de la discussion

1. *J. off.*, 1905, Doc. Parl. Chambre, p. 443, col. 2.

de la loi, que le pécule réservé a un caractère plus personnel encore que les autres biens de la femme. Il provient du labour même et de l'énergie de l'épouse, il constitue en quelque sorte le résultat de son activité. On s'explique donc logiquement que les valeurs dues à un travail personnel de l'épouse soient traitées autrement que le surplus de ses biens. Si la femme abuse de ces pouvoirs, qui lui sont conférés uniquement dans l'intérêt du ménage, le mari pourra lui faire retirer les droits dont elle se montre indigne (art. 2 et 7).

3° *Obligations contractées par l'épouse.* — D'après le Code civil, toute femme mariée est incapable de s'obliger ; en effet, l'article 217, par l'interdiction générale d'aliéner qu'il porte, vise même les actes d'obligation par lesquels la femme conférerait à ses créanciers le pouvoir de saisir ses biens. La loi de 1907 a apporté des exceptions notables à ce principe traditionnel ; en effet, il résulte des dispositions combinées des articles 1 et 3 que la femme reçoit des pouvoirs aussi larges à l'effet de s'obliger qu'en matière d'aliénation. Il est certain d'abord qu'aujourd'hui comme jadis, en cas de séparation de biens, la femme peut s'obliger sans le concours de son mari pour l'administration de son pécule réservé ; elle peut, en outre, obliger son pécule dans l'intérêt du ménage ; dans ce cas d'ailleurs ses biens propres,

les biens de communauté et les biens personnels du mari se trouveront également engagés.

Mais la femme pourra contracter aussi et devenir débitrice pour un autre motif que l'intérêt du ménage ; il y a là une corrélation logique avec les pouvoirs de l'épouse ; qui ne sont pas restreints aux besoins de la famille ; seulement, dans ce cas, des distinctions s'imposent : *a)* si elle a contracté sans l'autorisation de son mari ou de justice, elle n'a pu engager que son pécule réservé ; *b)* la nue propriété de ses propres servira également de gage à ses créanciers si elle a contracté avec la seule autorisation de la justice ; enfin : *c)* si le mari a donné son autorisation, la femme a pu obliger valablement ses biens réservés, ses propres, le patrimoine de la communauté et les biens personnels du mari. Il résulte de là que la femme qui travaille peut engager les biens formant la rémunération de son labeur par toutes les dettes qu'elle assume, quel que soit le motif ; toujours sous réserve de la révocation possible, en cas d'abus, des pouvoirs de la femme à la requête du mari.

Enfin, comme depuis 1907 la femme mariée a qualité pour engager par toutes ses obligations ses biens réservés, ceux-ci servent de gage aux dettes contractées par l'épouse avant la célébration du mariage ; les créanciers dont le titre remonte à l'époque où la femme était encore célibataire auront pour gage,

outre la nue propriété des propres de la femme, le pécule réservé, mais ils ne pourraient atteindre le surplus des biens communs et les biens personnels du mari qu'à la charge de prouver que leur créance a date certaine antérieure au mariage, conformément à l'article 1410 du Code civil.

4° *Actions en justice.* — La femme ne pouvait profiter dans sa plénitude de la réforme consacrée en 1907 qu'à la condition de jouir de l'indépendance complète par rapport à son mari sur les produits de son travail ; aussi l'article 6 lui accorde-t-il le droit d'agir en justice pour toutes les contestations relatives à son pécule réservé. Il y a là encore une nouvelle dérogation à l'incapacité de la femme mariée, qui, en vertu de l'article 215, ne pouvait, même séparée de biens, accomplir des actes judiciaires sans l'autorisation de son mari. Ce texte était depuis longtemps critiqué ; la femme commerçante ou séparée de biens ne pouvait plaider sans autorisation par rapport à des actes qu'elle était libre de faire sans le concours de son mari ; ce défaut d'harmonie entre les pouvoirs de la femme quant aux actes extrajudiciaires et quant aux instances était évidemment contraire aux intérêts de l'épouse.

Des réformes partielles avaient déjà préparé l'innovation plus radicale acceptée en 1907. Aux termes de l'article 16 de la loi du 12 juillet 1905 sur l'extension de la compétence des juges de paix, les magis-

trats cantonaux peuvent autoriser une femme à ester en justice devant leur tribunal lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari ; de même la loi du 27 mars 1907 relative à la procédure devant les conseils de prud'hommes permettait à cette juridiction (art. 36) d'autoriser la femme mariée à se concilier, demander ou défendre devant eux en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari.

Ces autorisations à obtenir de la justice dans les cas précités ne sont même plus nécessaires, depuis la loi de 1907, devant le conseil de prud'hommes où il ne peut s'agir que des salaires de l'épouse, ni devant la justice de paix pour les litiges afférents au pécule réservé. La loi de 1907 étant des plus générales, tous les actes judiciaires quels qu'ils soient deviennent accessibles à la femme (participation à une procédure d'ordre, surenchère, acquiescement, désistement, transaction, compromis). La liberté acquise par la femme sur ses gains et salaires en matière d'administration ou de disposition aurait été incomplète si elle n'avait pas été libérée de l'autorisation matrimoniale, lorsqu'il s'agit de défendre ses droits en justice.

5° *Les législations étrangères* ont attribué aux femmes mariées sur leur pécule réservé des pouvoirs analogues à ceux que consacre la loi française.

En *Allemagne*, où les biens réservés forment la

propriété personnelle de la femme et non pas seulement une fraction des biens communs, la femme conserve le droit d'en disposer et de les administrer comme avant son mariage, et sa liberté est d'autant plus complète que le principe de l'incapacité de la femme mariée a été abandonné par la législation allemande (1). Bien plus, la femme peut disposer de son patrimoine réservé à titre gratuit, sauf l'obligation de contribuer aux charges du ménage, dans l'hypothèse où les biens communs et les biens personnels du mari n'y suffiraient pas.

Le Code civil *suisse* reconnaît à la femme mariée la même indépendance ; elle échappe à la puissance maritale ; maîtresse de ses biens réservés, elle les administre, en dispose, les grève de dettes, intente des procès à leur occasion, sans restriction.

C'est aussi une réglementation très libérale que nous trouvons dans les *pays scandinaves* ; les lois danoises de 1880 (art. 1^{er}) et de 1899 (art. 27) reconnaissent à la femme seule le droit de disposer entre vifs, sans le consentement de son mari, de ses gains et des biens acquis au moyen de ces gains ; la loi norvégienne de 1888 (art. 31) l'autorise également à disposer exclusivement de ce qu'elle gagne, ainsi que de toutes les acquisitions provenant de ses gains, sans qu'elle ait besoin du concours de son mari. La

1. Cf. les paragraphes 1371 et 1541.

loi *finlandaise* de 1889 se rattache à une conception moins radicale que les précédentes : elle admet sans doute l'existence d'un pécule formé des épargnes de la femme et des biens acquis par elle au moyen de ses économies ; mais l'épouse a des pouvoirs plus étendus sur ses salaires que sur les biens auxquels elle les emploie ; elle peut céder ses salaires et les affecter en gage à ses créanciers ; au contraire, sur les biens acquis en échange des produits de son travail, elle ne possède que des pouvoirs d'administration. Pour tous les actes d'aliénation, le concours de son mari devient nécessaire, et il en est de même pour les actes d'obligation.

La législation française de 1907 ne s'étant pas toujours expliquée avec la même netteté que certaines lois étrangères, des difficultés ont déjà été soulevées à l'égard de diverses questions. D'abord, la femme peut-elle cautionner son mari sur les biens réservés ? Nous ne le croyons pas, tout au moins s'il s'agit de créanciers qui ont traité avec le mari autrement que dans l'intérêt du ménage. En effet, le but de la loi est d'empêcher la femme de se dépouiller d'un patrimoine considéré comme la ressource suprême du ménage ; or si elle est obligée comme caution de payer une dette du mari étrangère aux besoins de la famille, elle renonce à une protection que le législateur de 1907 estime indispensable. Mais il ne nous semble pas douteux que la femme aura le droit de

cautionner son mari, lorsque la dette de ce dernier aura un caractère légitime, c'est-à-dire aura été contractée dans l'intérêt du ménage. M. Guillier a en effet déclaré, au Sénat, que les créanciers du mari pourront recevoir en gage les produits du travail de la femme toutes les fois que la cause de l'engagement sera légitime et avouable.

Une autre question controversée est celle de savoir si la femme peut valablement, depuis la loi de 1907, entrer dans une société sans l'autorisation de son mari. Avant 1907, on refusait cette faculté à la femme dans les hypothèses où elle pouvait accomplir seule des opérations juridiques : c'est-à-dire en cas de commerce entrepris par elle, et en cas de séparation de biens. On affirmait que l'autorisation donnée à la femme commerçante validait seulement un commerce personnellement exploité et non la participation au commerce d'autrui même. Pour la femme séparée de biens, l'adhésion à une société paraissait dépasser les limites de l'administration dans lesquelles était enfermée cette capacité. On allait même jusqu'à interdire la souscription à des actions d'une société anonyme (1). Sous l'empire de la loi de 1907, une pareille prohibition ne saurait être maintenue ; les termes très généraux de l'article 1 reconnaissent à

1. Baudry et Wahl. *Du contrat de société*, n° 50. — Houpin. *Traité des sociétés civiles et commerciales*, 3^e édit., n° 23.

la femme mariée sans aucune réserve le droit de disposer à titre onéreux des produits de son travail et d'en faire emploi en valeurs mobilières ou immobilières. Dès lors, pourquoi ne pourrait-elle pas employer ses capitaux réservés à l'acquisition d'actions de société. Un semblable placement est d'autant moins dangereux pour la femme que la vente à la Bourse toujours possible lui permettra d'échapper sûrement aux conséquences d'une chute financière de la société. De la sorte « les femmes, notamment les femmes commerçantes, pourraient participer à ces placements sociaux, actions, ... qui se répandent de plus en plus et constituent l'emploi le plus fructueux des capitaux, lorsqu'ils sont surveillés avec prudence... Quant à l'objection tirée des raisons de convenance qui s'opposeraient à de telles opérations (entreprises de spéculations), nous estimons que la jurisprudence sera heureuse de trouver dans la loi nouvelle un motif pour l'écarter. À supposer qu'elles se soient jamais justifiées, elles sont visiblement une survivance de la conception romaine de la société et du *jus fraternitatis* qu'elles inspiraient. Il y a beau temps que cette conception quelque idyllique n'est plus et a fait place à des tendances plus commerciales et moins inquiétantes » (1).

1. Pichon. *Revue critique*, 1908, p. 230.

CHAPITRE III

Les droits du mari et de ses créanciers sur le pécule réservé

Deux questions doivent être étudiées à cet égard : d'abord le mari conserve-t-il, comme vestige de sa puissance sur la communauté, le droit d'obliger d'une manière quelconque le pécule réservé ? A un tout autre point de vue, le mari, gardien des intérêts du ménage, ne peut-il apporter des entraves aux gaspillages de la femme, lorsque celle-ci emploie ses nouveaux droits à détourner ses gains et ses économies de leur destination naturelle, l'entretien du ménage ?

1^o *Effet, quant aux biens réservés, des obligations contractées par le mari.* — Si la loi avait conféré au mari le pouvoir d'obliger indistinctement par ses actes les biens compris dans le patrimoine réservé de la femme, elle aurait clairement compromis le succès de la réforme, puisqu'elle a voulu précisément soustraire au mari les gains et salaires de la femme. D'autre part, séparer complètement le pécule

réserve du surplus des biens communs au point de vue des pouvoirs du mari, c'était méconnaître dans ses traits essentiels les caractères fondamentaux du régime de communauté et lui substituer nettement un autre régime. Le législateur a su concilier ces deux conceptions opposées, en disposant (art. 3, § 2) que les biens réservés sont affranchis de toute obligation contractée par le mari dans un intérêt autre que celui du ménage, mais ils continuent de former le gage de ses créanciers pour dettes contractées dans l'intérêt de la famille. Rien ne saurait être plus logique.

Une solution plus radicale avait été proposée à la Société d'études législatives par M. Saleilles, dont le projet portait (art. 4) que « n'ont action sur les biens réservés de la femme, quel que soit le régime, que les créanciers personnels de la femme, soit que la créance ne concerne que les intérêts propres de la femme, soit qu'elle ait son fondement dans une dépense relative à l'entretien du ménage » (1). Le législateur n'a pas voulu se rallier à une solution aussi radicale : du moment qu'il conservait aux salaires de la femme la qualité de biens communs, il ne pouvait porter une atteinte aussi absolue aux pouvoirs du mari. Dans l'intérêt des deux époux, d'ailleurs, il est nécessaire que les dettes de fournitures et autres

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 206.

concernant le ménage soient entourées des garanties les plus sûres, sinon les créanciers refuseraient tout crédit à la famille. Le législateur de 1907 a donc agi sagement en maintenant au mari le pouvoir d'obliger sans distinction tous les biens de la communauté dès qu'il traite dans l'intérêt commun. Les biens réservés devant être affectés aux besoins du ménage, « il n'y a pas de raison de chercher à les faire échapper à une responsabilité qui est un mode de leur nature et en quelque sorte leur raison d'être » (1).

Seulement comment saura-t-on si la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage ? Le plus souvent la nature de la dette sera facile à déterminer ; les tribunaux élucideront au besoin la difficulté. Mais à qui incombera la charge de la preuve ? Est-ce au créancier qui réclame son paiement sur les biens réservés de la femme, à prouver que le mari a traité avec lui dans l'intérêt de la famille ? Ou, au contraire, la femme devra-t-elle établir que la dette ne concerne que l'intérêt personnel du mari ? L'article 3, § 3, impose au créancier qui veut obtenir son paiement la charge de la preuve. C'est à lui de démontrer que la dette concerne les intérêts communs des deux époux. En effet, les produits du travail de la femme sont désormais soustraits aux créanciers de la communauté. C'est donc au créancier qui prétend agir

1. Pichon, *ibid.*, p. 219.

contre ce principe nouveau à justifier de la légitimité de sa demande. Si cette justification n'est pas rapportée, l'action du créancier ne s'exercera que sur les biens du mari et sur les biens de la communauté.

L'application de l'article 3 est plus délicate, lorsque les époux sont mariés sous un régime autre que sous celui de la communauté. Sous le régime de la séparation de biens, la femme doit, tant sur les produits de son travail que sur ses autres biens, contribuer à l'entretien du ménage. Le principe inscrit à cet égard dans les articles 1448 et 1537 n'a nullement été modifié par la loi de 1907. Dès lors, les créanciers du mari peuvent-ils se retourner contre la femme et lui demander le versement entre leurs mains de sa part contributive ? La question était controversée déjà avant 1907 ; la plupart des auteurs estimaient que les créanciers du mari n'avaient pas ce droit ; le mot contribution employé par le Code dans les articles 1448 et 1537 désignant une prestation à faire par l'un des époux à l'autre (1).

Mais la jurisprudence, fixée en sens contraire (2) estimait que la femme était tenue directement vis-à-vis des tiers des dépenses d'intérêt commun effectuées

1. Planiol, t. III, n° 1438.

2. Paris, 20 mars 1850, S. 50. 2. 387 ; Agen, 18 juin 1851, S. 52. 2. 18.

par le mari. En effet, le mot *contribution* peut désigner aussi bien une obligation existant vis-à-vis des tiers qu'une obligation à l'égard du mari. On constatera d'ailleurs que l'article 3 de la loi de 1907 fournit un argument en ce sens, puisqu'il décide, d'une manière générale, que les biens réservés peuvent être saisis par les créanciers du mari ayant traité dans l'intérêt du ménage. Or, les salaires touchés par la femme sont, dans la pratique, remis au mari pour couvrir les dépenses d'entretien et, au besoin, faire des économies.

Si les époux sont unis sous le régime sans communauté ou sous le régime dotal, les droits des créanciers du mari à raison des besoins de la famille s'étendront aux salaires de la femme, à concurrence de la part contributive due par elle pour les dépenses communes.

Le mari possède ainsi le pouvoir d'obliger d'une manière plus ou moins étendue le patrimoine réservé de la femme pour les besoins du ménage. Il y a là une sorte de mandat légal, analogue à celui donné à la femme d'obliger la communauté pour les nécessités de la famille d'après le Code civil. Comme il s'agit d'un mandat légal, la femme ne peut pas le révoquer si le mari en abuse ; elle peut seulement obtenir des tribunaux soit la séparation de biens, soit, en cas de séparation de biens déjà prononcée, la faculté de ne verser sa part contributive que directement entre les mains des fournisseurs. Le mari

ne peut pas plus disposer directement qu'indirectement des biens réservés de la femme. En effet, il est déchu de droit d'aliéner les salaires de la femme et les biens acquis avec les économies réalisées sur ses gains ; sinon, les avantages de la réforme auraient été absolument compromis.

A la dissolution du lien conjugal, les principes de la communauté reprennent leur empire ; les biens compris dans le pécule réservé continuent de faire partie de la masse commune ; ce sont seulement les règles relatives à leur administration pendant l'union conjugale qui ont été modifiées. Par conséquent, sous la communauté, les biens réservés entreront dans la masse à partager ; on n'a pas voulu modifier l'idée essentielle de la communauté conjugale, savoir que chacun des deux époux a droit aux fruits du travail de l'autre. Il ne fallait pas évidemment que la loi de 1907 vint favoriser des calculs égoïstes chez les conjoints. Avant 1907, si la femme renonçait à la communauté, elle était affranchie de toute contribution aux dettes, sauf pour celles dont elle était débitrice personnelle. Mais du coup elle était dépouillée de son pécule, si bien que, la communauté dissoute, la femme se trouvait indirectement exposée aux poursuites des créanciers avec qui le mari avait traité dans son intérêt exclusif. En effet, elle devait perdre tout droit sur ses économies, alors qu'elle se trouvait le plus souvent au seuil de la vieillesse et qu'elle

avait le plus besoin de ses épargnes pour suppléer aux ressources qu'elle ne pouvait plus demander au travail. Le système admis en 1907 est bien plus satisfaisant : la femme même renonçante a le droit de conserver les produits de son travail. Il y a là un avantage qui rappelle la clause de reprise d'apport franc et quitte de l'article 1514. Le législateur de 1907 a concédé cet avantage à la femme parce qu'il lui a semblé que c'était le meilleur moyen de rendre efficace les mesures tendant à mettre le pécule de la femme à l'abri des dettes personnelles du mari. Le même droit de conserver le pécule intact malgré la renonciation à la communauté appartient aux héritiers en ligne directe de l'épouse. Cela se conçoit, puisque les économies sont faites avant tout dans l'intérêt des enfants. Mais les héritiers en ligne collatérale et, *a fortiori* les légataires universels ne jouissent pas du même privilège. S'ils renoncent à la communauté du chef de la femme, ils perdent leurs droits sur le pécule comme sur les autres biens communs. Au contraire, si la femme accepte la communauté, le pécule tombe dans la masse partageable, grevé des dettes dont cette masse est le gage.

La faveur accordée à la femme par la loi de 1907 de conserver l'intégralité de ses propres économies même en renonçant à la communauté, la libère-t-elle de toute contribution aux dettes ? Nullement, et c'est ici qu'apparaît la différence entre l'article 1514 du

Code civil et l'article 5 de la loi de 1907. D'après l'article 1514, la reprise d'apports s'exerce libre de toute dette de communauté. Au contraire, la loi de 1907 ne met nullement obstacle aux poursuites sur le pécule des créanciers pour dettes personnelles de la femme, et de ceux qui ont traité avec le mari dans l'intérêt du ménage. En servant de gage à ses créanciers, les biens reçoivent précisément l'affectation familiale à laquelle ils étaient destinés. Il ne semble pas, d'ailleurs, que la femme puisse modifier dans le sens d'une extension ou, au contraire, d'une restriction le droit de reprise que lui accorde la loi de 1907. D'abord, si la femme pouvait se dépouiller de la faculté de reprendre son pécule pour le cas de renonciation à la communauté, de pareilles clauses deviendraient de style dans les contrats de mariage et le mari reprendrait toujours les pouvoirs que précisément la loi a voulu lui retirer. Et inversement la femme ne serait pas admise à stipuler qu'elle reprendra ses biens réservés, libres des engagements contractés par le mari pour les besoins du ménage, car le pécule est justement affecté aux dépenses du ménage.

Dans les législations étrangères, l'étendue des pouvoirs du mari sur les biens réservés a été diversement fixée, suivant le pays.

En Allemagne, le mariage ne modifie nullement la capacité juridique de la femme ; elle n'attribue au

mari aucun pouvoir particulier sur les biens de son épouse, à moins que le régime matrimonial ne lui transfère certains des pouvoirs de la femme sur sa fortune. En ce qui concerne les biens réservés, les paragraphes 1371 et 1541 déclarent applicables par analogie aux biens réservés les dispositions relatives au patrimoine de la femme sous le régime de la séparation de biens, c'est-à-dire que la femme garde tous les droits d'un propriétaire ; les actes du mari ne pourront produire aucun effet sur le patrimoine réservé ; ses créanciers seront également impuissants à se faire payer sur les biens compris dans le patrimoine, mais il appartiendra à la femme de prouver que le bien englobé dans la poursuite a la qualité de bien réservé.

Le Code civil *suisse* n'a pas adopté une conception aussi libérale pour la femme ; les produits du travail de la femme demeurent sa propriété, mais le mari, en sa qualité de chef de l'union conjugale, peut contracter des dettes dans l'intérêt de la famille et engager par là le pécule réservé (art. 160 et 162 du Code civil suisse).

La législation *belge* reconnaît à la femme des pouvoirs analogues à ceux de la femme française sur les produits de son labeur. Mais l'idée d'une distinction entre les biens eux-mêmes et les biens acquis au moyen de ces gains apparaît dans cette législation ; la loi du 10 mars 1900 reconnaît seule-

ment à la femme le droit de toucher son salaire et d'en disposer pour les besoins du ménage (art. 30). Donc les créanciers du mari n'ont aucun droit sur ce salaire ; il leur est impossible de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du patron de l'épouse, mais si la femme réalise des économies sur ce qu'elle gagne, ces économies retombent sous les pouvoirs que le régime matrimonial adopté confère au mari ; c'est dire que les épargnes de la femme tombent dans la communauté, et celle-ci ne pourra se prémunir contre les dissipations que par la séparation de biens. Toutefois, le droit de saisie des créanciers du mari ne porte pas sur les instruments de travail de la femme, ni sur les meubles meublants qu'elle a acquis et qui sont indispensables à la vie matérielle du ménage (art. 33). Une amélioration a été apportée à la condition de la femme par la loi du 10 février 1900 sur les caisses d'épargne et stipule que, jusqu'à concurrence de 1.000 francs, les sommes inscrites au livret de la femme ne sont pas susceptibles de saisie de la part des créanciers du mari, si ce n'est pour le paiement d'une dette concernant les besoins du ménage ; et, comme en France, le créancier doit alors prouver qu'il est dans la situation voulue pour agir.

Ce sont des dispositions sensiblement identiques qu'on retrouve dans les législations *danoise* et *norvégienne* ; d'après l'article 31 de la loi norvégienne de

1888 et l'article 27 de la loi danoise de 1899, les gains de la femme et les acquisitions en provenant sont soustraits de son vivant à l'exécution des dettes contractées par le mari sans le consentement exprès de l'épouse. Le pécule réservé est protégé ainsi même contre les fournisseurs du ménage, ce qui est assez singulier, puisque la femme a profité aussi des livraisons non payées. La dissolution de la communauté par la mort de la femme entraîne le partage du patrimoine réservé comme des autres biens de la femme et ne comporte plus aucune restriction aux poursuites des créanciers du mari. Mais, si la communauté se dissout du vivant de la femme, il semble que si les biens acquis par elle grâce à son activité sont compris dans le partage elle conserve intacte jusqu'au jour de son décès la jouissance de ceux qui sont placés dans son lot ; ce sera seulement après sa mort que les créanciers du mari pourront obtenir leur paiement sur ces biens.

Dans un autre pays de l'Europe septentrionale, la Finlande, les biens formant le pécule réservé de la femme servent de gage aux créanciers du mari en cas d'insuffisance du patrimoine de celui-ci ; en effet, les créanciers qui ont traité avec le mari agissant seul sans le concours de sa femme peuvent obtenir leur paiement sur les biens communs administrés par celui-ci, lorsque les propres du mari et les biens

communs qu'il administre sont insuffisants pour les désintéresser (1).

II. — *Possibilité, pour le mari, d'empêcher les abus de pouvoir de la femme.* — La loi de 1907 a affirmé nettement le principe que les époux doivent contribuer aux charges du ménage ; or, les situations douloureuses auxquelles la loi s'est proposé de remédier et dans lesquelles ce principe n'était nullement observé provenaient la plupart du temps de faits imputables au mari, surtout dans les classes ouvrières. Toutefois, il fallait ne rien exagérer et admettre que tous les maris ne sont pas des monstres d'iniquité, puisque certaines femmes dépensent avec la plus grande facilité l'argent péniblement gagné par le mari, sans se soucier de l'intérêt du ménage. Dès lors, la loi devait apporter un correctif aux pouvoirs étendus qu'elle attribuait à la femme. Jules Simon avait déjà signalé, en 1876, que, dans de nombreux ménages ouvriers, l'alcoolisme se rencontre aussi bien chez la femme que chez l'homme ; les salaires de l'épouse sont dès lors souvent sacrifiés à la satisfaction de cette déplorable passion (2).

M. Turgeon a montré également les vices qui, trop souvent, détournent la femme ouvrière de l'ordre et de l'économie : « Il est bon, il est généreux d'avoir

1. Chap. IV, art. 3, de la loi finlandaise.

2. *L'Ouvrière*, 1876, p. 150,

confiance en la femme ; mais des exceptions malheureuses sont à prévoir ; est-on sûr que l'ouvrière, la modiste, la couturière, la fleuriste apporteront toujours au ménage le produit de leur travail ? Ne laisseront-elles point souvent au mari les charges du foyer ? Ne succomberont-elles jamais à la tentation de dissiper leur salaire de la semaine en toilettes, en rubans et en chiffons ? N'oublions pas qu'un des symptômes les plus inquiétants de notre époque c'est la démoralisation croissante de la femme par le luxe, et tandis qu'à la ville la coquetterie l'enfièvre et la ruine, l'alcoolisme commence à l'entamer dans les campagnes ; en certaines régions de la Normandie et de la Bretagne, les femmes boivent tout autant que les hommes, ce qui n'est pas peu dire. Il semble donc qu'ici et là l'honnêteté féminine soit en baisse et, cela étant, n'est-il pas téméraire de croire que tous les gains des femmes mariées iront grossir le budget de la famille (1) ? » On comprend donc très bien que le législateur de 1907 ait limité par certaines restrictions l'émancipation de la femme. Il fallait éviter que la liberté qui lui était concédée ne lui servît à la satisfaction de ses plaisirs personnels.

Le législateur a songé aussi à un autre danger ; il était à craindre que la femme, sans dissiper follement ses salaires, ne les employât à amasser des éco-

1. *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 74.

nomies personnelles qu'elle aurait soustraites aux dépenses communes. Pour mettre obstacle à un calcul aussi égoïste, l'article 7 de la loi permet au mari, si la femme ne subvient pas spontanément aux besoins du ménage, de pratiquer une saisie-arrêt sur ses salaires. Quant aux abus provenant de dissipations, imprudences ou de mauvaise gestion, le remède contre eux est indiqué par l'article 2, qui permet au mari de faire prononcer le retrait total ou partiel des pouvoirs de la femme par le tribunal civil du domicile des époux statuant en chambre de conseil ; de plus, l'article 2 confère au mari le droit de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers, s'il obtient à cet effet en référé, une autorisation du président du tribunal. Il y a donc, en définitive, deux catégories de limitations apportées au pouvoir de la femme sur son pécule : 1^o la déchéance en cas d'abus ; 2^o l'obligation pour elle de contribuer aux charges du ménage.

1^o *Déchéance en cas d'abus de la femme.* — Si la femme est dissipatrice, le mari s'adressera à la justice et obtiendra la faculté de gérer par lui-même les bénéfices provenant du travail de la femme. Les causes de déchéance de la femme sont, aux termes de l'article 2, la dissipation, l'imprudence et la mauvaise gestion. Il s'agit d'une énumération énonciative et non limitative. Quelles que soient les formes de l'abus commis, les pouvoirs de la femme pourront lui être retirés,

si les actes passés par la femme ne sont pas conformes aux intérêts du ménage. On a accusé la loi de ne pas être suffisamment précise (1).

Il nous semble cependant qu'une certaine liberté d'appréciation était indispensable ; un acte unique peut ne pas témoigner d'une dissipation continuelle de la femme ; les personnes les plus perspicaces peuvent se tromper dans leur appréciation et subir un préjudice dans une opération qu'elles croyaient avantageuse. Ce sera d'après les circonstances que le tribunal cherchera si la femme offre, ou non, des garanties suffisantes de prudence et de sagesse.

Pour obtenir le retrait, le mari s'adressera au tribunal civil, qui pour éviter une publicité de nature à nuire à la bonne harmonie du ménage, statuera en chambre du conseil. Le ministère public donnera ses conclusions. Le jugement une fois rendu sera exécutoire par provision, nonobstant oppositions ou appel et sans caution ; le jugement aura pour conséquence de remettre sous les pouvoirs du mari, seul chef de la communauté, tout ou partie des salaires de la femme, suivant que la révocation aura été totale ou partielle. De même, sous le régime d'exclusion de communauté ou sous le régime dotal, le mari reprendra, après la révocation, le droit de disposer du produit des salaires et des économies de sa femme (en

1. Pichon. *Revue critique*, 1908, p. 236.

admettant que le régime dotal conférât au mari la jouissance des gains de l'épouse) ; mais sous la séparation de biens, la femme serait tenue seulement de remettre au mari sa part contributive dans les dépenses communes ; elle garderait la propriété exclusive du surplus, sauf à obtenir le consentement du mari pour tous les actes d'aliénation, d'engagement et pour les actions en justice concernant ces biens. Le retrait n'a d'ailleurs aucun caractère définitif et irrévocable. La femme pourra obtenir une sorte de mainlevée du jugement en fournissant la preuve qu'à l'avenir elle se montrera capable de mieux administrer ses biens réservés (art. 10).

Un autre remède dont le mari peut user, contre le mauvais emploi par la femme de son pécule réservé, c'est, en cas d'urgence, de mettre opposition aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers. Le mari devra obtenir dans ce but une autorisation du président du tribunal, qui statuera par une ordonnance de référé, rendue après un débat contradictoire entre les époux, sous réserve d'un recours au tribunal. Si, malgré l'ordonnance, l'acte projeté par la femme était conclu, la nullité pourrait évidemment en être demandée par le mari, puisque la femme serait retombée, par rapport à cet acte, dans son état normal d'incapacité.

2° *Obligation, pour la femme, de contribuer aux charges du ménage.* — L'article 7 décide que, « faute

par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins ». Ce texte vise d'abord le refus par la femme de contribuer aux charges du ménage. Il est évident, en effet, que s'il appartient au mari, de nourrir et d'entretenir sa femme et ses enfants, il incombe également à la femme de contribuer aux charges communes pour sa part, dès qu'elle possède des ressources personnelles. La femme pourrait même être obligée de supporter en entier les charges du ménage, lorsque le mari se trouve dans l'indigence. L'article 1448 du Code civil le déclare formellement pour la femme séparée de biens judiciairement (1). La loi de 1907 a donc posé nettement en principe que chacun des époux doit participer aux dépenses communes dans la mesure de ses facultés ; et, comme la loi est des plus générales, son application s'étendant à tous les régimes, en vertu de l'article 1, il semble qu'il n'y aurait plus à tenir compte, en cas de séparation contractuelle, de l'article 1537, qui fixe la participation de la femme au tiers de ses revenus. Donc, sous tous les régimes, en cas de difficulté, le juge fixera la quote-part de chaque époux dans les dépenses communes.

1. Cass., 3 juillet 1907. D. 07. 1. 384.

Faudra-t-il maintenir la même solution si les deux époux vivent séparés ? Les travaux préparatoires semblent bien démontrer que l'époux abandonné pourra, s'il est dans le besoin invoquer l'article 7 « Les dispositions de l'article 7, a déclaré M. Guillier, dans son rapport au Sénat, englobe le cas, qui est le plus fréquent, d'abandon par l'un des conjoints du domicile conjugal. » Cette opinion a été adoptée dans la pratique par la plupart des décisions rendues jusqu'ici à l'occasion de l'article 7 (1). Seul un jugement du tribunal de Boulogne, du 5 mars 1908 (D. 08, 5. 25) décide que l'article 7 de la loi de 1907 ne s'applique pas à des époux qui vivent séparés de fait, celui des deux qui prétend réclamer une pension alimentaire à son conjoint ne peut fonder son action que sur les articles 212 et 213, c'est-à-dire qu'il lui faudrait établir la faute de l'autre époux qui l'a contraint à une habitation séparée. Cette décision nous paraît contraire à l'esprit de la loi de 1907, dont l'utilité apparaît précisément dans cette hypothèse.

Ces observations mises à part, l'article 7 permet au mari d'opérer une saisie-arrêt sur les salaires ou le produit du travail de sa femme, s'il obtient du juge

1. Cf. les jugements des tribunaux de paix de Paris, XVIII^e arrondissement, le 4 oct. 1907. D. 1908. 5. 19. — De Montedon (Tarn), 4 nov. 1907. D. 1908. 5. 25. — De Saint-Gilles (Gard). 15 mai 1908. *Gaz. pal.*, 27 mai 1908.

de paix l'autorisation nécessaire. Le juge de paix fixe la part contributive de la femme ; les deux époux doivent comparaître en personne ; ils sont convoqués par une lettre recommandée du greffier. Il est à remarquer que, d'après les travaux préparatoires (1) si d'autres créanciers de la femme avaient pratiqué une saisie-arrêt sur les salaires de celle-ci, celle opérée à la requête du mari devrait obtenir satisfaction par préférence à toutes autres.

Le droit de saisie-arrêt est d'ailleurs réciproque ; il appartient aussi à la femme sur les produits du travail de son mari, quand celui-ci méconnaît ses devoirs envers la famille. On avait proposé d'aller beaucoup plus loin et de retirer complètement au mari ses pouvoirs de chef du ménage, en cas d'inconduite invétérée, d'abandon prolongé ou d'indignité particulièrement odieuse (2) ; mais ce projet n'allait pas sans soulever certaines difficultés, notamment les compensations que le code accorde à l'épouse pour contrebalancer les pouvoirs très larges du mari (renonciation à la communauté, séparation de biens, hypothèque légale) allaient-elles être concédées au mari destitué de la gestion de la communauté ? La solution acceptée par la loi actuelle, qui se contente de reconnaître à la femme le droit de pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires de son mari, respecte aussi bien les intérêts du ménage.

1. Rapport de M. Viollette.

2. Cf. M. Cauwès. *Protection des intérêts économiques de la femme mariée*, p. 16 et s.

CONCLUSION

Il est indiscutable que la loi de 1907 réalise une réforme importante, depuis longtemps attendue et conforme aux nécessités économiques ; elle consacre deux principes certains : chacun des époux conserve l'administration et la libre disposition de ses biens, sauf à titre gratuit ; chacun d'eux engage le patrimoine de son conjoint en contractant dans l'intérêt du ménage. On peut ajouter aussi que rien n'est changé au régime de la propriété des gains personnels de la femme, qui restent dans la communauté pour la contribution aux besoins du ménage et pour le partage. L'indépendance des époux, surtout de la femme, ne saurait donc nullement nuire aux intérêts de la famille. Surtout la femme n'aura plus à craindre que les économies amassées à l'insu de son mari ne soient dissipées par ce dernier ; il ne peut plus invoquer son titre de chef de la communauté, pour prétendre disposer en maître absolu des épargnes de sa femme. Mais la loi présente bien des imperfections, soit en ce qui concerne la femme, soit

relativement aux droits des tiers ; nous nous bornons à les indiquer brièvement.

D'abord, la loi a apporté, on doit le reconnaître, une atteinte sérieuse au principe de l'incapacité de la femme mariée, puisque l'épouse, en vertu de la loi nouvelle, dispose sur ses biens réservés de pouvoirs plus étendus que ceux de la femme séparée de biens. Mais il convenait d'aller plus loin ; la femme a acquis la libre disposition de ses gains et salaires, mais non la faculté d'exercer à sa guise une profession ; l'autorisation maritale lui est toujours nécessaire à cet égard et le refus du mari paralysera d'une manière absolue les effets de la réforme ; or il est inadmissible que dans une nation fière à juste titre de se placer en tête de la civilisation la femme ne puisse, par suite de son mariage, travailler librement. L'attention du législateur se porte d'ailleurs sur ce point car, le 2 juin 1908 M. Viollette, au nom de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet la suppression de l'incapacité de la femme mariée (1).

D'autre part, on peut se demander si les tiers sont suffisamment protégés par la loi de 1907. La plus grande liberté est laissée à la femme quant à la

1. *J. off.*, 1908. Chambre, annexe, n° 1753.

preuve et à la consistance de ses biens réservés ; les tiers, les créanciers du mari seront donc facilement trompés ; pour les meubles et les valeurs mobilières autres que les nominatives, ils découvriront souvent trop tard que des biens qu'ils prenaient pour leur gage forment en réalité le pécule réservé et intangible de la femme. D'où le danger, que le législateur n'a certainement pas entrevu, de la diminution du crédit que les fournisseurs n'accorderont plus volontiers aux ménages ouvriers. Peut-être aurait-il mieux valu adopter franchement le régime de séparation de biens, où chacun ne répond que sur ses propres dettes qu'il contracte. Les tiers n'auraient donc aucun piège à redouter, puisque ce régime confirme les époux dans leur situation antérieure au mariage.

Mais, quelles que soient ces critiques, il n'en reste pas moins que l'application des principes admis en matière de contrat de mariage depuis plus d'un siècle a été heureusement remaniée, perfectionnée selon l'enseignement des législations contemporaines les plus récentes et conformément aux revendications les plus justes. Sans doute la loi nouvelle, tout en accomplissant un progrès, a montré l'urgence avec laquelle de nouvelles réformes indiquées par elle doivent être accomplies. Mais elle est allée au plus pressé, et, en accordant à la femme la jouissance du produit de son travail, elle a donné une satisfaction réelle à tous les défenseurs des intérêts économiques de la femme mariée.

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion.* — Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée. Thèse de Paris, 1898.
- La femme mariée, ses droits et ses intérêts pécuniaires. Paris, 1899.
- Bridel.* — Le droit des femmes et le mariage, 1893.
- Boistel.* — Des limites à apporter au mari dans l'administration de la communauté. Réforme sociale, 1902, p. 48.
- Cauwès.* — De la protection des intérêts économiques de la femme mariée. Revue d'économie politique, 1894, p. 216.
- Damez.* — Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe. Thèse de Lyon, 1905.
- Gény.* — Contribution à l'étude des biens réservés de la femme mariée, d'après le Code civil allemand et l'avant-projet de Code civil suisse de 1900. Bull. de la Soc. d'ét. lég., 1902, pp. 155 et 304.
- Gide (P.).* — Etude sur la condition de la femme mariée, 2^e édit. par M. Esmin, Paris, 1885.
- Haussonville (d').* — Salaires et misères des femmes, 4^e éd., Paris, 1900.

- Lyon-Caen* (Léon). — La femme mariée allemande, ses droits, ses intérêts pécuniaires. Thèse de Paris, 1903.
- Pernot*. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse de Dijon, 1904.
- Pichon*. — Du libre salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage. Revue critique, 1908, pp. 17, 92, 213, 294 et 404.
- Roguin*. — Traité de droit civil comparé. T. I : Le mariage ; t. II : Le contrat de mariage, 2 vol., 1906.
- Saieilles*. — Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public. Bull. de la Soc. d'ét. lég., 1907, p. 563.
- Sourdois*. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail et la loi de 1907. Revue trim. de droit civ., 1907, p. 555.
- Turgeon*. — Le féminisme français, 2 vol., 2^e éd., Paris, 1907.
- Valéry*. — Les femmes commerçantes et la loi du 13 juillet 1907. Annales de droit commercial, 1907, p. 396.
- Dupré*. — Le libre salaire de la femme mariée. Thèse de Lyon, 1909.
- Fayolle*. — La situation de la femme mariée relativement à ses gains et salaires. Thèse de Lyon, 1909.
- Morin*. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse de Caen, 1908.
- Mulotte*. — Gains et salaires de la femme mariée. Thèse de Paris, 1909.
- Portemer*. — Même sujet. Paris, 1909.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Bulletin de la Société d'études législatives, 1902, question
n° 1.

Vu : le Doyen
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
PREMIÈRE PARTIE. — La protection des intérêts économiques de la femme mariée en France, avant la loi du 13 juillet 1907.....	25
La jurisprudence.....	26
Les réformes législatives partielles.....	30
Lois sur les caisses d'épargne.....	32
Loi sur la caisse de retraites pour la vieillesse....	48
Loi sur les sociétés de secours mutuels.....	50
DEUXIÈME PARTIE. — La protection des intérêts économiques de la femme mariée d'après les législations étrangères.....	53
Législations admettant comme régime de droit commun la séparation de biens.....	55
Législations admettant la communauté comme régime de droit commun.....	61
Les législations germaniques et l'institution du patrimoine réservé.....	66
TROISIÈME PARTIE. — La loi du 13 juillet 1907...	73
CHAPITRE I. — Historique et caractère de la réforme ; composition du patrimoine réservé et preuve de sa consistance.....	75
Historique.....	75
Caractère de la réforme.....	85

Généralité de la réforme quant aux biens.....	92
Preuve du pécule réservé.....	101
Généralité de la loi de 1907 quant aux personnes.	108
CHAPITRE II. — Les droits de la femme mariée quant à ses biens et salaires.....	114
Actes d'administration.....	123
Actes d'aliénation.....	126
Obligations contractées par l'épouse.....	128
Actions en justice.....	130
Législations étrangères.....	131
CHAPITRE III. — Les droits du mari et de ses créan- ciers sur le pécule réservé.....	136
Effets des obligations du mari sur les biens résér- vés.....	136
Remèdes contre les abus de pouvoir de la femme.	147
Contribution aux charges du ménage.....	151
CONCLUSION.....	155
BIBLIOGRAPHIE.....	158



